



IMO-OMI



UNEP-PNUE



**CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR  
L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE  
LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE  
(REMPEC)**

**PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE (PAM)**

**MEDITERRANEAN OIL INDUSTRY GROUP  
(MOIG)**



**ATELIER DE TRAVAIL RÉGIONAL  
GOUVERNEMENTS-INDUSTRIE SUR  
LA COOPÉRATION, LA PRÉPARATION À LA LUTTE  
ET LA LUTTE CONTRE LES DÉVERSEMENTS  
D'HYDROCARBURES EN MÉDITERRANÉE**

**Marseille, France, 11-12 mai 2009**

**R A P P O R T**

**JUIN 2009**



## SOMMAIRE

<b><u>RÉSUMÉ.....</u></b>	<b><u>1</u></b>
<b><u>I. INTRODUCTION.....</u></b>	<b><u>2</u></b>
<b><u>II. PRÉPARATION DE L'ATELIER.....</u></b>	<b><u>2</u></b>
<b><u>III. OBJECTIFS DE L'ATELIER.....</u></b>	<b><u>4</u></b>
III.1. OBJECTIF DE L'ATELIER.....	4
III.2. METHODOLOGIE.....	4
III.3. PROFILS DES INTERVENANTS.....	6
III.4. PROFILS DES PARTICIPANTS.....	7
<b><u>IV. ORGANISATION DU SÉMINAIRE.....</u></b>	<b><u>7</u></b>
IV.1. OUVERTURE DU SEMINAIRE.....	8
IV.2. LE PROJET INITIATIVE MONDIALE.....	8
<b><u>V. CONCLUSIONS DE L'ATELIER.....</u></b>	<b><u>8</u></b>
V.1. PLANIFICATION D'URGENCE.....	9
V.2. ÉVALUATION DES RISQUES.....	10
V.3. STRATEGIE.....	11
V.4. APPROCHE PAR NIVEAUX ET RESPONSABILITES.....	13
V.5. RESSOURCES ET ASSISTANCE MUTUELLE.....	14
V.6. FORMATION ET EXERCICES.....	16
<b><u>VI. PLAN D'ACTION.....</u></b>	<b><u>17</u></b>
<b><u>VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</u></b>	<b><u>19</u></b>

## **ANNEXES**

ANNEXE 1:	Liste des participants
ANNEXE 2:	Liste des Documents
ANNEXE 3 :	Programme
ANNEXE 4:	Modèle de Fiche pays du REMPEC
ANNEXE 5:	Modèle de questionnaire du MOIG pour l'industrie
ANNEXE 6:	Modèle de formulaire d'évaluation abrégé du MOIG
ANNEXE 7:	Discours de l'OMI

## **FIGURES**

Figure 1. Routes empruntées par les tankers en 2005, ITOPF.....	3
Figure 2. Carte du CEDRE/IFP des sites prenant en charge du pétrole en Méditerranée .....	3
Figure 3. Résultat obtenu par croisement des données MOIG/IPIECA .....	3
Figure 4. Méthodologie d'évaluation et d'amélioration conjointes permanentes sur la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.....	5
Figure 5: Résultats de l'auto-évaluation sur la planification d'urgence .....	18

## **TABLEAUX**

Tableau 1: Débats de groupe .....	7
Tableau 2: Panel de consultation nationale.....	7
Tableau 3: Planning des consultations nationales.....	8

## RÉSUMÉ

Le REMPEC, en association avec le MOIG (*Mediterranean Oil Industry Group*) et avec la participation de l'IEPCA (*International Petroleum Industry Environmental Conservation Association*) et de l'Organisation maritime internationale (OMI), a organisé, les 11 et 12 mai 2009 à Marseille, un Atelier de travail régional Gouvernements-Industrie sur la coopération, la préparation à la lutte et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en Méditerranée. L'ensemble des Parties à la Convention de Barcelone, représentées par 38 participants, ont assisté à cet atelier aux côtés de représentants de l'industrie pétrolière méditerranéenne (EGPC, Eni, ETAP, Exxon mobil, NOC, Petro-Canada, Shell/STASCO, TANKMED, Total, Marathon et Sonatrach).

Cet atelier avait pour objectif de renforcer la coopération entre les gouvernements et l'industrie pétrolière et s'est conclu sur la série de recommandations suivantes, en vue de l'élaboration d'un programme conjoint REMPEC/MOIG à court, moyen et long terme visant à améliorer la coopération régionale en Méditerranée:

- approuver la nécessité d'un soutien renforcé entre le REMPEC et l'industrie et de plus d'activités conjointes,
- renforcer le réseau industriel et ses échanges avec le réseau gouvernemental,
- organiser de manière plus régulière des formations et exercices faisant intervenir conjointement l'industrie et les gouvernements,
- organiser un Atelier régional Gouvernements/Industrie sur l'évaluation des risques, avec pour finalité une évaluation commune réaliste des risques en Méditerranée,
- préparer un Modèle standard de plan d'urgence national suivant la même structure (les Lignes directrices actuelles ayant été jugées insuffisantes),
- passer en revue les Lignes directrices concernant l'utilisation de dispersants en Méditerranée, en insistant plus particulièrement sur le processus décisionnel,
- soutenir l'élaboration de plans de gestion des déchets,
- centraliser les cartes des zones sensibles existantes via un Système d'information géographique (SIG) hébergé par le REMPEC,
- accéder à des modèles de dérives de nappes communs et fiables,
- concentrer les efforts sur les dispositions opérationnelles et administratives nécessaires pour faciliter l'entrée et la sortie des moyens d'assistance régionaux et internationaux,
- renforcer l'assistance technique apportée au MOIG,
- améliorer la coopération en matière de surveillance aérienne, et
- mieux comprendre le rôle de l'AESM, en particulier auprès des pays non membres de l'UE.

## **I. INTRODUCTION**

Lors de l'Atelier sur les systèmes de planification des opérations d'urgence dans la région Méditerranéenne organisé le 10 mai 2007 à Malte par le MOIG (Mediterranean Oil Industry Group), les représentants des États côtiers méditerranéens participant à la 8<sup>ème</sup> Réunion des Correspondants du Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle (REMPEC) et les membres du MOIG ont débattu de la question des plans d'urgence et, plus particulièrement, de l'intégration des plans de l'industrie dans ceux des gouvernements. La principale recommandation formulée par cet atelier a porté sur l'organisation d'un atelier conjoint Gouvernements/Industrie sur la préparation et la lutte contre la pollution marine dans le but d'échanger des informations sur le degré de préparation et les capacités de lutte dans la région, du point de vue des gouvernements et du point de vue de l'industrie.

Prenant en compte ces recommandations, le REMPEC et le MOIG sont convenus d'organiser un atelier commun réunissant représentants des gouvernements et de l'industrie pour débattre de la question de la préparation et de la lutte contre la pollution marine dans la perspective d'améliorer la situation au niveau national et régional et de renforcer la coopération entre les gouvernements et l'industrie.

Le REMPEC, en association avec le MOIG (*Mediterranean Oil Industry Group*) et avec la participation de l'APIECA (*International Petroleum Industry Environmental Conservation Association*) et de l'Organisation maritime internationale (OMI), a organisé, les 11 et 12 mai 2009 à Marseille, un Atelier de travail régional Gouvernements-Industrie sur la coopération, la préparation à la lutte et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures en Méditerranée. L'ensemble des Parties à la Convention de Barcelone, représentées par 38 participants, ont assisté à cet atelier aux côtés de représentants de l'industrie pétrolière méditerranéenne (EGPC, Eni, ETAP, Exxon mobil, NOC, Petro-Canada, Shell/STASCO, TANKMED, Total, Marathon et Sonatrach). La liste des participants est fournie en **Annexe 1**.

## **II. PRÉPARATION DE L'ATELIER**

Le REMPEC et le MOIG ont lancé en 2008 un projet d'évaluation des capacités de lutte dans la région, avec pour objectif de dresser le bilan de la situation en Méditerranée.

Le REMPEC a, à cette occasion, préparé une Fiche Pays (cf. **Annexe 4**), pré-renseignée au regard des informations dont disposait déjà le Centre, avant de transmettre ce document à tous les États côtiers méditerranéens en leur demandant de le compléter et de confirmer la validité des renseignements consignés. L'ensemble des données publiées sera disponible sur le nouveau site Web du Centre qui devrait être opérationnel d'ici la fin 2009. Les Fiches pays seront régulièrement actualisées par les États côtiers méditerranéens et le REMPEC suivant l'évolution.

À partir des Fiches pays du REMPEC, le MOIG a, de son côté, préparé un questionnaire (cf. **Annexe 5**) afin de recueillir des informations détaillées sur l'industrie pétrolière intervenant dans la région (installations offshore, raffineries, ports, etc.). Afin de collecter un maximum de réponses avant la tenue de l'atelier, une version abrégée (cf. **Annexe 6**) a été préparée et distribuée aux membres du MOIG et de l'APIECA (*International Petroleum Industry Environmental Conservation Association*).

Le MOIG et l'IIPECA ont identifié 67 routes particulièrement fréquentées par les tankers à partir de la base de données des routes empruntées par les tankers en 2005 de l'ITOPF (*International Tanker Owners Pollution Federation Limited*).



Figure 1. Routes empruntées par les tankers en 2005, ITOPF

Ces routes ont été corrélées à la carte des sites prenant en charge du pétrole en Méditerranée, produite par l'IFP (Institut français du pétrole) et le CEDRE (Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions Accidentelles des Eaux).



Figure 2. Carte du CEDRE/IFP des sites prenant en charge du pétrole en Méditerranée

Cette méthode a permis d'identifier 90 sites, dont 42 % de raffineries, 26 % de terminaux pétroliers, 24 % de ports et 8 % de plates-formes offshore.

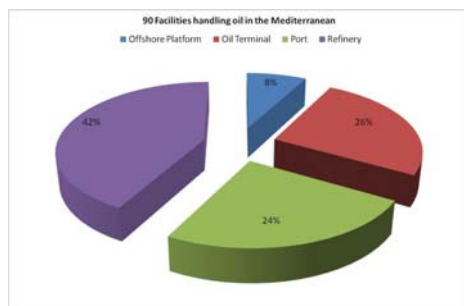


Figure 3. Résultat obtenu par croisement des données MOIG/IIPECA

Parmi les 22 Parties contractantes de la Convention de Barcelone, 19 ont renvoyé leur Fiche pays complétée et validée. De son côté, le MOIG, bénéficiant du soutien technique de l'IIPECA, a reçu 20 questionnaires d'évaluation renseignés parmi les 90 sites approchés.

Les questionnaires du REMPEC et du MOIG ont été soumis à l'analyse du Comité directeur de l'Atelier, composé de représentants du REMPEC et du MOIG, assistés de membres de l'IIPECA et de consultants sélectionnés par le REMPEC et le MOIG pour aider à la préparation et au déroulement de

cette activité. Les résultats de cette analyse sont exposés dans le présent rapport, sous les six grands thèmes énumérés ci-après, qui ont constitué la structure du programme de l'Atelier produit en **Annexe 3**:

1. Planification d'urgence
2. Évaluation des risques
3. Stratégie
4. Approche par niveaux et responsabilités
5. Ressources et assistance mutuelle
6. Formation et exercices

Le Comité directeur de l'atelier a examiné le document de travail pour les débats de groupe REMPEC/MOIG/WG.1/2, le document de travail pour les consultations nationales REMPEC/MOIG/WG.1/3 et le document de travail pour le plan d'action REMPEC/MOIG/WG.1/4. Ces documents, décrits plus précisément au Chapitre III du présent rapport, ont été distribués aux participants avant l'événement pour qu'ils puissent les étudier.

### **III. OBJECTIFS DE L'ATELIER**

#### ***III.1. Objectif de l'Atelier***

Les objectifs étaient les suivants:

- ✓ Renforcer la coopération entre les gouvernements et l'industrie dans la région méditerranéenne.
- ✓ Formuler des recommandations sur des activités à court, moyen et long terme afin d'améliorer la coopération régionale et de renforcer la préparation et les capacités de lutte en Méditerranée.

#### ***III.2. Méthodologie***

Comme l'illustre la figure 4, la réalisation de ces objectifs a dans un premier temps pris la forme d'une **évaluation en amont de l'atelier**, tel que décrite plus haut, avec pour objectif de rassembler des informations au niveau des gouvernements et de l'industrie sur le degré de préparation en Méditerranée. Les données recueillies auprès des États côtiers méditerranéens et de l'industrie pétrolière ont été analysées pour **identifier les lacunes et les points communs au niveau national et régional du point de vue des gouvernements et de l'industrie**.

Au regard des résultats de cette analyse, les thèmes susmentionnés ont été retenus comme structure des débats de l'atelier:

Les présentations, les débats de groupe, les consultations nationales et les plans d'actions ont été élaborés sur le même modèle articulé autour de ces six thèmes.

La présentation de chacun de ces six thèmes a suivi la structure ci-dessous:



- ✓ une **introduction** au sujet, rappelant aux participants les principaux aspects à prendre en compte,
- ✓ un **bilan de la situation** dans la région méditerranéenne sur les différents points considérés, sur la base de l'évaluation du REMPEC et du MOIG, et
- ✓ une synthèse des **principales questions** à étudier le jour suivant, lors des sessions Débat de groupe, Consultation nationale et Plan d'action.

L'objectif des **Débats de groupe** est le partage des expériences et des préoccupations au **niveau régional**, avec pour finalité la formulation de recommandations et conclusions régionales.

Les **Consultations nationales** ont été organisées en parallèle des débats de groupe et ont permis aux représentants des États et de l'industrie de rencontrer, ensemble, le Panel de consultation nationale constitué d'un consultant, d'un membre du REMPEC et d'un membre du MOIG (comme indiqué dans le tableau 2) pendant 30 minutes chacun. Les représentants des gouvernements et de l'industrie passaient leurs questionnaires respectifs en revue et discutaient plus en détail, dans une **perspective nationale**, du degré de préparation, des éventuelles problématiques liées et de toute autre difficulté notable.

**Lors de la session consacrée au Plan d'action**, les représentants du gouvernement et de l'industrie de chaque pays devaient, à partir des éléments présentés et discutés lors de l'atelier, de l'analyse mettant en exergue les lacunes et points communs et de leurs fiches pays/profils industriels respectifs, poser conjointement par écrit les actions qu'ils jugeaient nécessaires pour améliorer leur niveau de préparation et leurs capacités de lutte ainsi que la coopération entre le gouvernement et l'industrie. Le principal objectif à ce stade était d'élaborer **au niveau national** des **plans d'actions communs** préliminaires afin de donner suite à l'atelier. L'idée était d'obtenir par écrit **les besoins prioritaires conjoints gouvernements-industrie au niveau national** pour qu'ils puissent être pris en compte dans les futures activités du REMPEC et du MOIG.

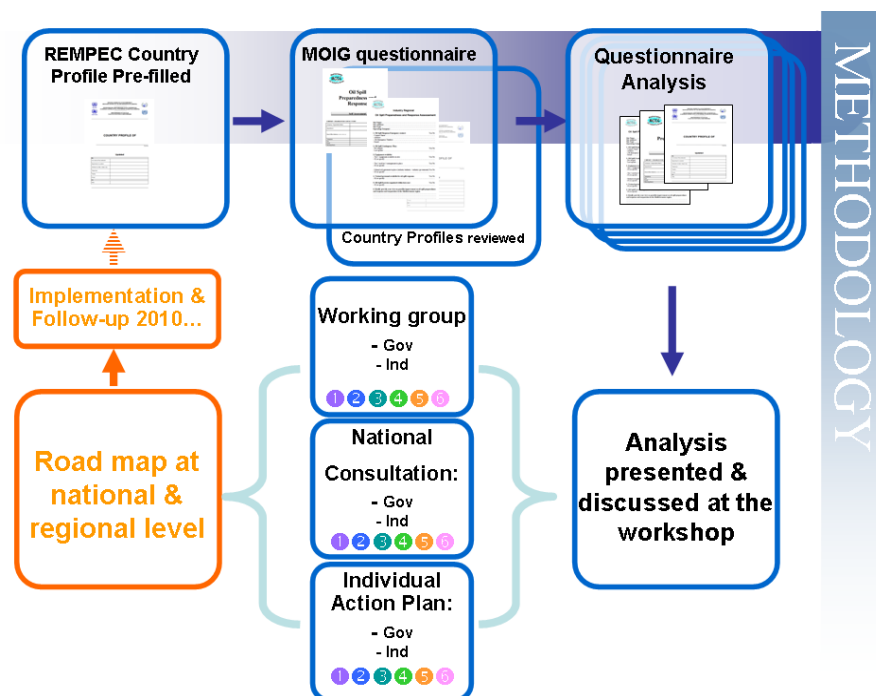


Figure 4. Méthodologie d'évaluation et d'amélioration conjointes permanentes sur la préparation et la lutte contre les déversements d'hydrocarbures

### **III.3. Profils des intervenants**

Au regard de la nature de l'atelier, le REMPEC et le MOIG avaient retenu un panel d'experts sélectionnés pour leurs connaissances et leur expérience dans les domaines suivants:

- ✓ Approche des gouvernements en matière de préparation et de lutte,
- ✓ Approche de l'industrie en matière de préparation et de lutte,
- ✓ Coopération régionale et internationale,
- ✓ Coopération entre les gouvernements et l'industrie,
- ✓ Contexte méditerranéen et autre contexte régional.

Les experts qui ont apporté leur pierre à cette activité ont été répartis en trois groupes – intervenants, consultants et animateurs – avec les attributions suivantes:

#### **Intervenant:**

- ✓ Préparer les présentations et étudier les supports de référence ("*Textes de base, recommandations, principes et lignes directrices concernant la préparation, la lutte et l'assistance mutuelle en matière de pollution marine accidentelle ainsi que la prévention de la pollution par les navires, Système d'information géographique (SIG) du REMPEC, Partie A, 2008*") et l'utilisation de ces références dans la présentation (i.e. "Lignes directrices sur l'utilisation de dispersants pour combattre la pollution par les hydrocarbures de la mer Méditerranée, Antalya, 15 octobre 1993" pour la question de l'utilisation de dispersants dans la présentation sur la Stratégie, ou encore les "Principes et lignes directrices concernant l'envoi, la réception et le retour d'équipements en cas d'assistance internationale" pour la présentation sur les Ressources et l'Assistance mutuelle.
- ✓ Intégrer dans les présentations les résultats de l'évaluation du REMPEC et du MOIG, des sessions Débat de groupe, Consultation nationale et Plan d'action.

#### **Consultants:**

- ✓ Passer en revue les Fiches pays et identifier le cas échéant les points à clarifier.
- ✓ Discuter directement avec le représentant de chaque pays pour identifier les informations consignées ou manquantes dans sa fiche appelant une clarification.
- ✓ Mener les débats lors de la Consultation nationale et prendre note de l'entretien.
- ✓ Formuler des conclusions et recommandations sur les principales problématiques/difficultés mises en lumière pendant la session afin qu'elles soient étudiées lors de la dernière session de la journée.

#### **Animateurs:**

- ✓ Mener les discussions lors de la session Débats de groupe.
- ✓ Prendre note des principales conclusions/recommandations dans une présentation Powerpoint pour qu'elles soient étudiées lors de la dernière session de la journée.

### III.4. Profils des participants

Les Parties contractantes ont été invitées à désigner, en consultation avec les autorités nationales compétentes, deux (2) représentants de leur gouvernement. Considérant le fait que ces personnes seraient amenées à répondre à des questions sur leur système national et compte tenu de la nature de cet Atelier consacré à la coopération entre les gouvernements et l'industrie, les profils suivants étaient recherchés:

- ✓ Un représentant de l'autorité nationale compétente en charge de la préparation et de la lutte contre la pollution marine (correspondant OPRC), et,
- ✓ Un représentant de l'autorité nationale compétente (par ex. le ministère en charge de l'énergie et des ressources) responsable du contrôle et de la gestion des activités de l'industrie pétrolière dans le pays.

Pour ce qui concerne l'industrie, le MOIG et l'IIPECA ont invité leurs membres respectifs à participer à l'Atelier en détachant un représentant de leurs sites dans la région méditerranéenne.

### IV. ORGANISATION DU SÉMINAIRE

À l'issue des présentations susmentionnées, les participants ont été répartis pour les différents débats de groupe, pendant quatre (4) heures, comme suit:

Groupe	Pays	Animateurs
<b>Groupe A</b>	Algérie, Espagne, France, Italie, Liban, Maroc, Monaco et Tunisie	A. Lamy
<b>Groupe B</b>	Albanie, Croatie, CE, Israël, Malte, Monténégro, Slovénie et Turquie	R. Schriel
<b>Groupe C</b>	Bosnie Herzégovine, Chypre, Égypte, Grèce, Libye et Syrie	B. Lerch

*Tableau 1: Débats de groupe*

Les représentants des gouvernements et de l'industrie pétrolière se sont joints, pendant trente (30) minutes, au Panel de consultation nationale, composé d'un consultant, d'un représentant du REMPEC et d'un représentant du MOIG, comme l'illustre le tableau 2 ci-dessous.

Groupe	Consultant	REMPEC	MOIG
<b>Groupe A</b>	J.Y. Huet	F. Hebert	R. Dhaoui
<b>Groupe B</b>	D. Domovic	M. Tralan	
<b>Groupe C</b>	P. De Susanne	G. Gonzalez	R. Byrnes

*Tableau 2: Panel de consultation nationale*

Les consultations nationales se sont tenues en parallèle des Débats de groupe selon l'organisation suivante:

Horaires	Poste A	Poste B	Poste C
09:00 – 09:30	Algérie	Albanie	Bosnie Herzégovine
09:35 – 10:05	France	Croatie	Chypre
10:10 – 10:40	Italie	Israël	Égypte
10:45 – 11:15	Liban	Malte	Grèce
11:20 – 11:50	Monaco	Monténégro	Libye
11:55 – 12:25	Maroc	Slovénie	Espagne
12:30 – 13:00	Tunisie	Turquie	Syrie

Tableau 3: Planning des consultations nationales

#### **IV.1. Ouverture du séminaire**

Le Directeur du REMPEC - M. Frédéric Hébert, le Directeur du MOIG - M. Ridha Dhaoui, le Secrétaire exécutif de l'IPIECA - M. Richard Sykes et M. Stefan Micallef - Directeur adjoint de la division du milieu marin de l'OMI (discours de l'OMI reproduit en **Annexe 7**) ont officiellement annoncé l'ouverture de l'atelier à 08h30 le lundi 11 mai 2009.

#### **IV.2. Le projet Initiative mondiale**

Afin de rappeler le contexte dans lequel s'inscrit la coopération régionale entre les gouvernements et l'industrie dans la perspective d'une approche mondiale, M. Micallef et M. Lerch, Président du Groupe de travail sur les déversements d'hydrocarbures au sein de l'IPIECA, ont présenté l'Initiative mondiale (*Global Initiative*), projet lancé conjointement en 1996 par l'OMI et l'IPIECA pour:

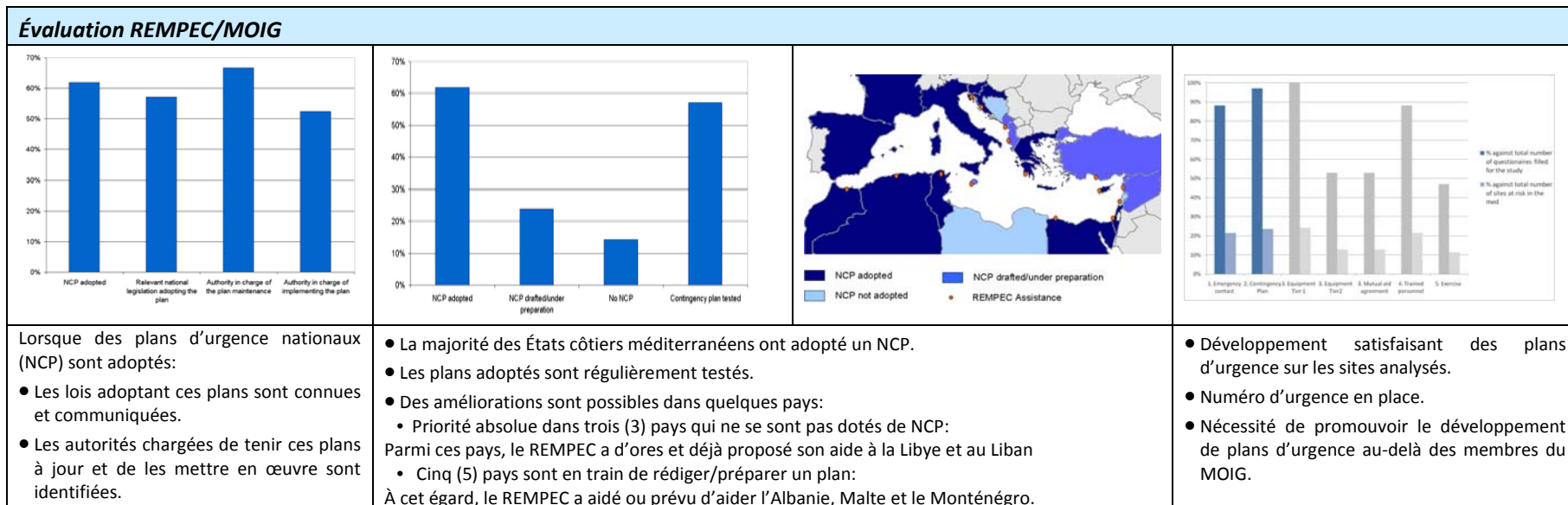
- ✓ aider les pays à développer une structure nationale pour gérer les cas de déversements d'hydrocarbures via la mobilisation d'une aide extérieure et le soutien de l'industrie au niveau régional et national,
- ✓ encourager les pays à ratifier et mettre en œuvre la Convention OPRC et d'autres conventions régissant la répartition des responsabilités et l'indemnisation, et les aider en ce sens.

*Il a été rappelé qu'«il n'existe pas de modèle unique pour toutes les régions mais qu'il est possible de développer une solution sur mesure, en fonction des circonstances, des organisations régionales présentes et des ressources extérieures exploitables».*

#### **V. CONCLUSIONS DE L'ATELIER**

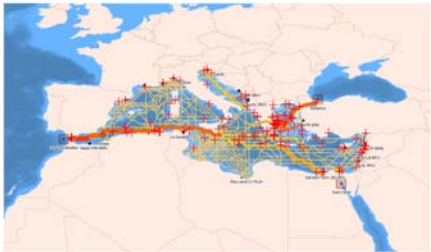
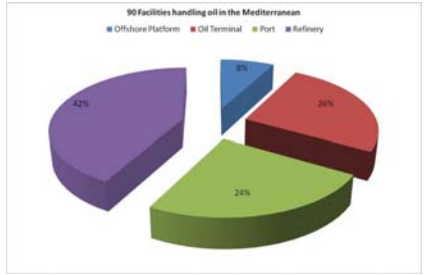
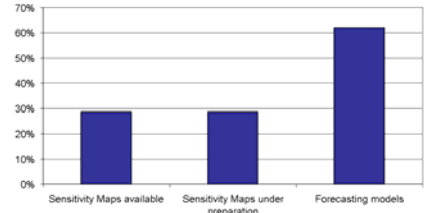
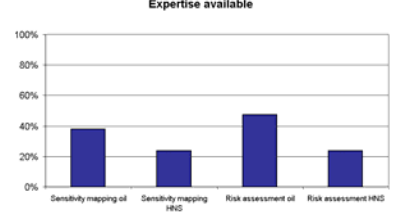
Les pages suivantes récapitulent les conclusions par thème, tirées de l'évaluation du REMPEC et du MOIG, des Débats de groupe et des Consultations nationales:

## V.1. Planification d'urgence

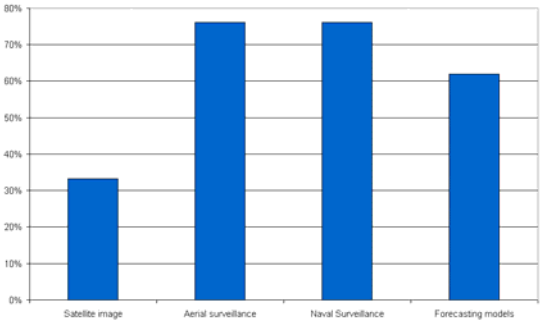
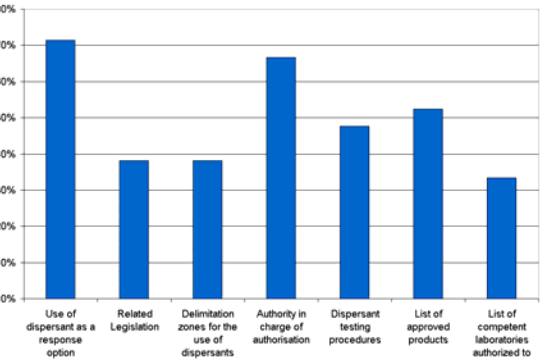
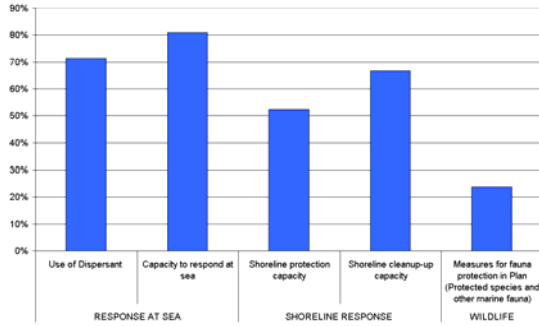


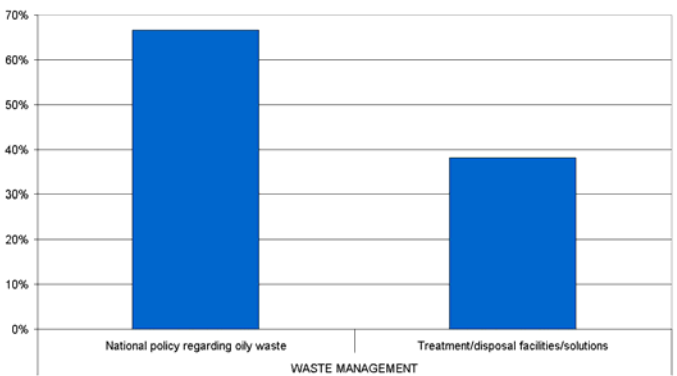
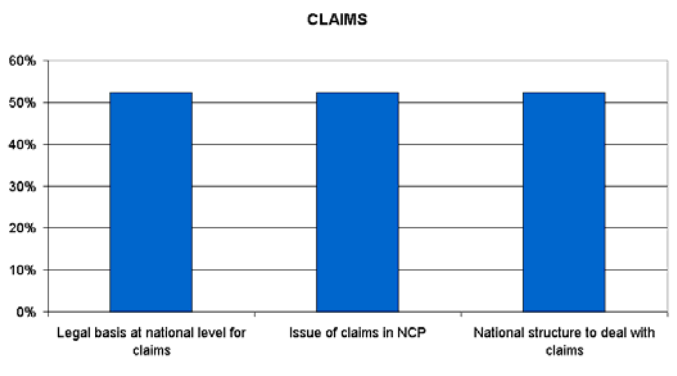
Débat de groupe	Consultation nationale
<ul style="list-style-type: none"> <li>La plupart des pays ont adopté un plan mais son actualisation est problématique.</li> <li>Les pays expriment le besoin de plans plus détaillés.</li> <li>Les plans d'urgence nationaux font l'objet de discussions avec l'industrie.</li> <li>Les plans locaux sont approuvés au niveau local.</li> <li>Gouvernements et industrie doivent renforcer leur coopération.</li> <li>L'industrie doit être au fait de la législation nationale.</li> <li>Le rôle de l'AESM pour les pays non membres de l'UE est peu clair, mal compris.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans la plupart des cas où des plans nationaux existent, les plans de l'industrie y sont intégrés.</li> <li>Les plans de l'industrie doivent impérativement être approuvés.</li> <li>Il conviendrait de mieux définir et d'améliorer le processus de mise à jour des plans.</li> <li>La mise en œuvre opérationnelle des plans souffre de l'absence d'une base légale suffisante et/ou inversement.</li> <li>Nécessité de renforcer l'implication des parties prenantes (par ex. douanes, immigration, etc.).</li> <li>Manque de communication entre le ministère en charge des activités de l'industrie et l'autorité nationale compétente.</li> </ul>

## V.2. Évaluation des risques

<b>Évaluation REMPEC/MOIG</b>	
 	 
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jusqu'à ce jour, 75 % du pétrole pénétrant en Méditerranée provenait du sud de la région (Algérie vers Égypte).</li> <li>• Les 25 % restants provenaient de la Mer Noire via le Déroit du Bosphore et les oléoducs de l'est.</li> <li>• En 2006, on dénombrait plus de 4 200 escales/voyages de tankers en charge en Méditerranée.</li> <li>• Les oléoducs de la Méditerranée orientale sont exploités à 22 % de leurs capacités.</li> <li>• La mise en service des nouvelles capacités prévues et leur utilisation à plein régime pourrait faire grimper le nombre d'expéditions (120 000 EVP) de 300 à plus de 2 500 par an.</li> <li>• Répartition des 90 sites identifiés par le MOIG/l'APIECA: 42 % de raffineries, 26 % de terminaux pétroliers, 24 % de ports et 8 % de plates-formes offshore.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peu de cartes des zones sensibles disponibles.</li> <li>• Peu d'évaluations des risques disponibles.</li> <li>• Possible besoin d'une évaluation régionale des risques.</li> <li>• Peu d'expertise disponible sur les cartes des zones sensibles et l'évaluation des risques.</li> <li>• Nécessité de développer les capacités régionales.</li> </ul>
<b>Débat de groupe</b>	<b>Consultation nationale</b>
<p>Les groupes suggèrent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'établir une méthodologie/approche commune de l'évaluation des risques en Méditerranée,</li> <li>• d'éviter le recours à des modèles complexes et de garantir des évaluations réalistes,</li> <li>• de centraliser les informations sur les zones sensibles et vulnérabilités sur un SIG hébergé par le REMPEC,</li> <li>• d'analyser les incidents du passé et les mesures prises à ces occasions pour réduire les risques (prévention – intégration des enseignements tirés).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les évaluations des risques actuelles ne sont pas suffisamment complètes.</li> <li>• Des données sont disponibles mais ne sont pas centralisées.</li> <li>• Il convient de dresser des cartes des zones sensibles.</li> <li>• Les cartes des zones sensibles actuelles sont focalisées sur les vulnérabilités biologiques.</li> <li>• Nécessité de standardiser la méthodologie.</li> <li>• Les analyses actuelles des risques reposent essentiellement sur l'expérience tirée des accidents.</li> </ul>

### V.3. Stratégie

Évaluation REMPEC/MOIG																																												
<p style="text-align: center;"><b>SURVEILLANCE</b></p>  <table border="1"> <caption>Data for SURVEILLANCE</caption> <thead> <tr> <th>Method</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Satellite image</td> <td>~33%</td> </tr> <tr> <td>Aerial surveillance</td> <td>~75%</td> </tr> <tr> <td>Naval Surveillance</td> <td>~75%</td> </tr> <tr> <td>Forecasting models</td> <td>~62%</td> </tr> </tbody> </table>	Method	Percentage	Satellite image	~33%	Aerial surveillance	~75%	Naval Surveillance	~75%	Forecasting models	~62%	<p style="text-align: center;"><b>Dispersant</b></p>  <table border="1"> <caption>Data for Dispersant</caption> <thead> <tr> <th>Metric</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Use of dispersant as a response option</td> <td>~72%</td> </tr> <tr> <td>Related Legislation</td> <td>~38%</td> </tr> <tr> <td>Delimitation zones for the use of dispersants</td> <td>~38%</td> </tr> <tr> <td>Authority in charge of authorisation</td> <td>~67%</td> </tr> <tr> <td>Dispersant testing procedures</td> <td>~48%</td> </tr> <tr> <td>List of approved products</td> <td>~53%</td> </tr> <tr> <td>List of competent laboratories authorized to test dispersant</td> <td>~33%</td> </tr> </tbody> </table>	Metric	Percentage	Use of dispersant as a response option	~72%	Related Legislation	~38%	Delimitation zones for the use of dispersants	~38%	Authority in charge of authorisation	~67%	Dispersant testing procedures	~48%	List of approved products	~53%	List of competent laboratories authorized to test dispersant	~33%	 <table border="1"> <caption>Data for Response Categories</caption> <thead> <tr> <th>Category</th> <th>Sub-category</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td rowspan="2">RESPONSE AT SEA</td> <td>Use of Dispersant</td> <td>~72%</td> </tr> <tr> <td>Capacity to respond at sea</td> <td>~82%</td> </tr> <tr> <td rowspan="2">SHORELINE RESPONSE</td> <td>Shoreline protection capacity</td> <td>~53%</td> </tr> <tr> <td>Shoreline clean-up capacity</td> <td>~67%</td> </tr> <tr> <td>WILDLIFE</td> <td>Measures for fauna protection in Plan (Protected species and other marine fauna)</td> <td>~25%</td> </tr> </tbody> </table>	Category	Sub-category	Percentage	RESPONSE AT SEA	Use of Dispersant	~72%	Capacity to respond at sea	~82%	SHORELINE RESPONSE	Shoreline protection capacity	~53%	Shoreline clean-up capacity	~67%	WILDLIFE	Measures for fauna protection in Plan (Protected species and other marine fauna)	~25%
Method	Percentage																																											
Satellite image	~33%																																											
Aerial surveillance	~75%																																											
Naval Surveillance	~75%																																											
Forecasting models	~62%																																											
Metric	Percentage																																											
Use of dispersant as a response option	~72%																																											
Related Legislation	~38%																																											
Delimitation zones for the use of dispersants	~38%																																											
Authority in charge of authorisation	~67%																																											
Dispersant testing procedures	~48%																																											
List of approved products	~53%																																											
List of competent laboratories authorized to test dispersant	~33%																																											
Category	Sub-category	Percentage																																										
RESPONSE AT SEA	Use of Dispersant	~72%																																										
	Capacity to respond at sea	~82%																																										
SHORELINE RESPONSE	Shoreline protection capacity	~53%																																										
	Shoreline clean-up capacity	~67%																																										
WILDLIFE	Measures for fauna protection in Plan (Protected species and other marine fauna)	~25%																																										
<p><b>Une minorité de pays utilisent les images satellites:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Contrainte: le coût des services</li> <li>● Les chiffres indiquent qu'une surveillance aérienne et navale est disponible dans une majorité d'États, pas de précision par contre sur le type de moyens disponibles et leur origine.</li> <li>● Projet du REMPEC dans ce domaine: MARCOAST</li> <li>● Pays de l'UE: CleanSeaNet (AESM)</li> </ul> <p><b>Une majorité de pays utilisent les modèles de prévisions:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● MoU entre le Réseau méditerranéen d'océanographie opérationnelle (MOON) et le REMPEC: avec pour objectif de couvrir toute la région méditerranéenne.</li> </ul>	<p><b>Améliorations possibles identifiées:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La réglementation sur l'utilisation de dispersants,</li> <li>● La délimitation de l'utilisation de dispersants,</li> <li>● Les procédures de test,</li> <li>● L'identification de laboratoires compétents pour tester les dispersants,</li> <li>● La révision des Lignes directrices concernant la Méditerranée et de leurs Annexes par le MTWG entre 2010 et 2011.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Même si le volume de pétrole qu'il est possible de récupérer en mer est faible (environ 10 % des déversements), l'intervention en mer semble être la première stratégie de lutte, avec l'utilisation de dispersants.</li> <li>● Nécessité de mieux évaluer les capacités de lutte en mer (et pas seulement dans les ports).</li> <li>● Nécessité de considérer la lutte sur le rivage comme une stratégie prioritaire.</li> <li>● La protection du rivage est prise en compte par 50 % des pays.</li> <li>● En ce qui concerne la protection des zones à risque, il convient d'établir des priorités et des cartes des zones sensibles.</li> <li>● La protection de la faune et de la flore est rarement prise en compte.</li> <li>● Le REMPEC est entré en relation avec des organismes et institutions de protection de la faune et de la flore (par ex. Sea Alarm, Accobams...) pour progresser dans ce domaine.</li> </ul>																																										

<b>Évaluation REMPEC/MOIG</b>	
 <p style="text-align: center;">WASTE MANAGEMENT</p>	 <p style="text-align: center;">CLAIMS</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 60 % des États ont intégré la notion de gestion des résidus d'hydrocarbures dans leur législation.</li> <li>• Un peu moins de 40 % des États ont identifié des sites de traitement et d'élimination.</li> <li>• Le REMPEC travaille actuellement à la mise au point d'un Outil d'aide à la décision sur la gestion des déchets dans le cadre du Groupe de travail technique méditerranéen (MTWG).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La moitié environ des pays ont réfléchi à la question de l'indemnisation et des dommages-intérêts.</li> <li>• Nécessité de renforcer la sensibilisation à un haut niveau.</li> <li>• La procédure de demande de dédommagement doit être établie tôt en cas d'incident pour réunir les conditions d'indemnisation.</li> </ul>

<b>Débat de groupe</b>	<b>Consultation nationale</b>
<p>Les groupes ont suggéré:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de mettre en place de meilleures directives quant à l'utilisation de dispersants selon l'ampleur des déversements (les Lignes directrices méditerranéennes concernant l'utilisation de dispersants seront révisées dans le cadre du programme d'activité du MTWG pour 2010-2011),</li> <li>• d'améliorer la coopération dans la région en matière de surveillance aérienne/par satellite (question figurant au programme de travail du REMPEC, via les opérations de surveillance et la mise à disposition d'expertises à la demande),</li> <li>• d'améliorer et de rendre disponibles des modèles de prévisions fiables. Le REMPEC a, à cet égard, signé un MoU avec le Réseau méditerranéen d'océanographie opérationnelle (MOON),</li> <li>• d'encourager le développement d'un plan de gestion des déchets (en particulier pour les déversements de grande ampleur). Le MTWG travaille à la mise au point d'un Outil d'aide à la décision sur la gestion des déchets, destiné à aider les pays à développer leur propre plan national et à identifier les meilleurs sites de traitement et d'élimination.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans la majorité des pays, il n'existe pas de règle nationale pré-établie claire concernant l'utilisation des dispersants.</li> </ul>



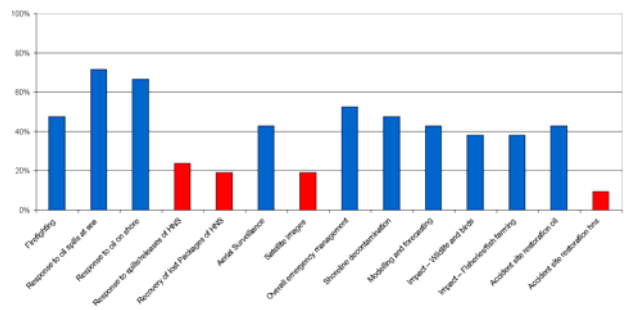
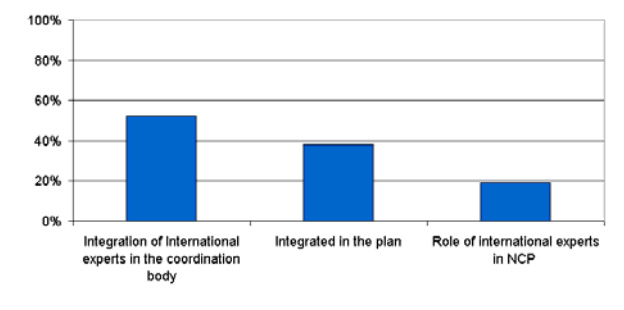
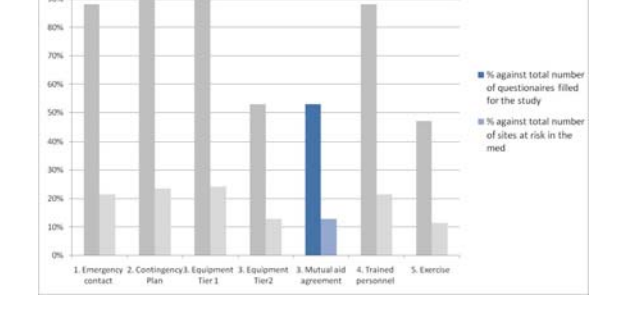
V.4. Approche par niveaux et responsabilités

Évaluation REMPEC/MOIG			
<p>Legend:  <span style="color: blue;">■</span> SCP in force  <span style="color: lightblue;">■</span> SCP signed/not in force  <span style="color: grey;">■</span> SCP not existing</p>	<p>Legend:  <span style="color: grey;">■</span> % against total number of questionnaires filled for the study  <span style="color: blue;">■</span> % against total number of sites at risk in the med</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• À ce jour, 5 accords sous-régionaux existent en Méditerranée, dont 3 ont été développés avec l'aide du REMPEC: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chypre, Égypte, Israël (aide du REMPEC),</li> <li>• Algérie, Maroc, Tunisie (aide du REMPEC),</li> <li>• Croatie, Italie, Slovénie (aide du REMPEC),</li> <li>• France, Monaco, Italie,</li> <li>• Espagne, France.</li> </ul> </li> <li>• L'accent doit être mis sur l'entrée en vigueur de tous ces accords.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipements de niveau 1 en place sur les sites analysés.</li> <li>• Équipements de niveau 2 disponibles sur environ 50 % des sites analysés.</li> <li>• Amélioration possible de la définition des responsabilités (gouv./indust.) pour les différents niveaux de lutte.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les responsabilités semblent avoir été définies pour les États ayant adopté un plan.</li> <li>• Les responsabilités au niveau local, pour chaque zone-district et à l'échelon national ne sont pas prises en compte dans les Fiches pays.</li> <li>• Importance de définitions claires des limites des différents niveaux de lutte.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication efficace sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les activités de lutte.</li> <li>• Les relations publiques/avec la presse.</li> </ul> </li> <li>• <b>Améliorations possibles identifiées:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication entre les gouvernements/l'industrie.</li> <li>• Pour garantir une information efficace et cohérente des médias, un plan/bureau de communication commun gouvernement/industrie doit être mis en place.</li> </ul> </li> </ul>

Débat de groupe	Consultation nationale
<p>Les groupes ont reconnu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Que l'approche par niveaux est généralement bien comprise,</li> <li>• Le besoin d'une expertise et d'un soutien de niveau 3 en cas d'incident majeur.</li> </ul>	<p><b>Au niveau de l'industrie:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Niveau 1:</b> les capacités sur site existent.</li> <li>• Des accords d'assistance mutuelle ont été passés avec d'autres opérateurs à proximité.</li> <li>• <b>Niveau 2:</b> accès au Niveau 2 généralement limité.</li> <li>• <b>Niveau 3:</b> uniquement à la disposition des grandes entreprises.</li> </ul> <p><b>Au niveau gouvernemental:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralement, il existe des réserves nationales pour le Niveau 2.</li> <li>• Quelques accords sous-régionaux en place.</li> </ul>

**V.5. Ressources et assistance mutuelle**

Évaluation REMPEC/MOIG																																					
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #90EE90; text-align: center; padding: 5px;"><b>GENERALLY AVAILABLE</b></td> <td style="padding: 5px;">Anti-pollution vessels, booms, skimmers</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #4169E1; color: white; text-align: center; padding: 5px;"><b>AVAILABLE</b></td> <td style="padding: 5px;">Surveillance aircraft, pumps, cargo transfer pumps (oil), hoses, vessel mounted and portable spraying equipment, pressure cleaners, portable tanks, plastic bags and sheets</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFA500; text-align: center; padding: 5px;"><b>LESS AVAILABLE</b></td> <td style="padding: 5px;">cargo transfer pumps (chem.), inert gas generators, fire-booms, skimming barriers, vacuum systems</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000; color: white; text-align: center; padding: 5px;"><b>SCARCELY AVAILABLE</b></td> <td style="padding: 5px;">helicopter dispersant spraying equipment, beach cleaners, underwater location &amp; recovery devices, underwater pumping systems, over-packs, measuring and sampling devices</td> </tr> </table>	<b>GENERALLY AVAILABLE</b>	Anti-pollution vessels, booms, skimmers	<b>AVAILABLE</b>	Surveillance aircraft, pumps, cargo transfer pumps (oil), hoses, vessel mounted and portable spraying equipment, pressure cleaners, portable tanks, plastic bags and sheets	<b>LESS AVAILABLE</b>	cargo transfer pumps (chem.), inert gas generators, fire-booms, skimming barriers, vacuum systems	<b>SCARCELY AVAILABLE</b>	helicopter dispersant spraying equipment, beach cleaners, underwater location & recovery devices, underwater pumping systems, over-packs, measuring and sampling devices	<p style="text-align: center;"><b>Personnel support available</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <caption>Personnel support available</caption> <thead> <tr> <th>Category</th> <th>For national use (%)</th> <th>For Contracting Parties Use (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>PPE</td> <td>52</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>Respiratory system</td> <td>28</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>Specialized diving equipment</td> <td>38</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table>	Category	For national use (%)	For Contracting Parties Use (%)	PPE	52	5	Respiratory system	28	5	Specialized diving equipment	38	5																
<b>GENERALLY AVAILABLE</b>	Anti-pollution vessels, booms, skimmers																																				
<b>AVAILABLE</b>	Surveillance aircraft, pumps, cargo transfer pumps (oil), hoses, vessel mounted and portable spraying equipment, pressure cleaners, portable tanks, plastic bags and sheets																																				
<b>LESS AVAILABLE</b>	cargo transfer pumps (chem.), inert gas generators, fire-booms, skimming barriers, vacuum systems																																				
<b>SCARCELY AVAILABLE</b>	helicopter dispersant spraying equipment, beach cleaners, underwater location & recovery devices, underwater pumping systems, over-packs, measuring and sampling devices																																				
Category	For national use (%)	For Contracting Parties Use (%)																																			
PPE	52	5																																			
Respiratory system	28	5																																			
Specialized diving equipment	38	5																																			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Selon les réponses enregistrées pour la stratégie de lutte, les équipements disponibles concernent essentiellement la lutte en mer.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Environ 50 % des pays disposent d'équipement de protection personnel.</li> <li>• Quelques équipements spécialisés, comme des appareils respiratoires et du matériel de plongée, sont disponibles.</li> </ul>																																				
<p style="text-align: center;"><b>Products available</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <caption>Products available</caption> <thead> <tr> <th>Product</th> <th>Oil (%)</th> <th>HNS (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Dispersants</td> <td>68</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Bioremediation agents</td> <td>20</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Sorbents oil</td> <td>52</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>Sorbents HNS</td> <td>30</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Emulsion breaker oil</td> <td>25</td> <td>10</td> </tr> <tr> <td>Emulsion breaker HNS</td> <td>10</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table>	Product	Oil (%)	HNS (%)	Dispersants	68	10	Bioremediation agents	20	0	Sorbents oil	52	15	Sorbents HNS	30	10	Emulsion breaker oil	25	10	Emulsion breaker HNS	10	5	<p style="text-align: center;"><b>Expertise available</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <caption>Expertise available</caption> <thead> <tr> <th>Expertise Area</th> <th>Oil (%)</th> <th>HNS (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Sensitivity mapping</td> <td>40</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>Risk assessment</td> <td>48</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>Contingency planning</td> <td>58</td> <td>25</td> </tr> <tr> <td>Training of personnel</td> <td>62</td> <td>25</td> </tr> </tbody> </table>	Expertise Area	Oil (%)	HNS (%)	Sensitivity mapping	40	25	Risk assessment	48	25	Contingency planning	58	25	Training of personnel	62	25
Product	Oil (%)	HNS (%)																																			
Dispersants	68	10																																			
Bioremediation agents	20	0																																			
Sorbents oil	52	15																																			
Sorbents HNS	30	10																																			
Emulsion breaker oil	25	10																																			
Emulsion breaker HNS	10	5																																			
Expertise Area	Oil (%)	HNS (%)																																			
Sensitivity mapping	40	25																																			
Risk assessment	48	25																																			
Contingency planning	58	25																																			
Training of personnel	62	25																																			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• En ce qui concerne les produits, l'inventaire révèle une disponibilité insuffisante de moyens pour la lutte contre les substances nocives et potentiellement dangereuses.</li> <li>• Plus de 60 % des pays disposent de stocks de dispersants, contre 50 % d'absorbants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En termes d'expertise, on constate une pénurie de compétences sur les cartes des zones sensibles et l'évaluation des risques.</li> <li>• La moitié des pays disposent de l'expertise nécessaire pour établir des plans d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et dispenser des formations.</li> <li>• Le niveau d'expertise sur la préparation aux déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) est faible.</li> </ul>																																				

<p style="text-align: center;"><b>Expertise available</b></p> 	<p style="text-align: center;"><b>International Experts</b></p> 	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• En ce qui concerne les substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD), il est constaté un manque d'expertise sur les moyens de lutte, de récupération de colis et la restauration des sites touchés.</li> <li>• Des améliorations sont également requises en ce qui concerne les images satellites.</li> <li>• Moins de la moitié des pays ont indiqué disposer de l'expertise nécessaire pour lutter contre les déversements d'hydrocarbures et de substances nocives et potentielles dangereuses. 70 % des pays environ disposent d'une expertise pour la lutte contre les hydrocarbures en mer et à terre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'intégration d'experts internationaux dans le système de gestion et de lutte est rarement envisagée.</li> </ul>	<p>Au niveau de l'industrie: nécessité de développer des accords d'assistance mutuelle pour améliorer l'accès aux ressources de niveau 2 via:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des accords industrie/industrie,</li> <li>▪ des accords gouvernement/industrie.</li> </ul>

<b>Débat de groupe</b>	<b>Consultation nationale</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des accords sous-régionaux sont signés mais aucune disposition opérationnelle n'est en place.</li> <li>• Dans un certain nombre de pays présentant une faible capacité d'intervention, l'industrie pétrolière est le pilier de la lutte (niveau 3).</li> <li>• Manque de détails pour exécuter les dispositions opérationnelles d'assistance mutuelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'industrie pétrolière n'est pas organisée au sein d'une association industrielle nationale.</li> <li>• Capacités de mise en réseau limitées.</li> <li>• Lorsqu'elle existe, la relation entre le gouvernement et l'industrie est canalisée par une société nationale dominante.</li> </ul>

**V.6. Formation et exercices**

<b>Évaluation REMPEC/MOIG</b>																																			
<p style="text-align: center;"><b>Training and Exercise</b></p> <table border="1"> <caption>Training and Exercise Data</caption> <thead> <tr> <th>Category</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Contingency plan tested</td> <td>~62%</td> </tr> <tr> <td>Communication exercise</td> <td>~28%</td> </tr> <tr> <td>Table Top exercise</td> <td>~18%</td> </tr> <tr> <td>Full scale exercise</td> <td>~62%</td> </tr> </tbody> </table>	Category	Percentage	Contingency plan tested	~62%	Communication exercise	~28%	Table Top exercise	~18%	Full scale exercise	~62%	<table border="1"> <caption>Training Completion vs. Sites at Risk</caption> <thead> <tr> <th>Category</th> <th>% against total number of questionnaires filled for the study</th> <th>% against total number of sites at risk in the med</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. Emergency contact</td> <td>~88%</td> <td>~22%</td> </tr> <tr> <td>2. Contingency Plan</td> <td>~95%</td> <td>~25%</td> </tr> <tr> <td>3. Equipment Tier 1</td> <td>~98%</td> <td>~25%</td> </tr> <tr> <td>3. Equipment Tier 2</td> <td>~52%</td> <td>~15%</td> </tr> <tr> <td>3. Mutual aid agreement</td> <td>~52%</td> <td>~15%</td> </tr> <tr> <td>4. Trained personnel</td> <td>~88%</td> <td>~22%</td> </tr> <tr> <td>5. Exercise</td> <td>~48%</td> <td>~12%</td> </tr> </tbody> </table>	Category	% against total number of questionnaires filled for the study	% against total number of sites at risk in the med	1. Emergency contact	~88%	~22%	2. Contingency Plan	~95%	~25%	3. Equipment Tier 1	~98%	~25%	3. Equipment Tier 2	~52%	~15%	3. Mutual aid agreement	~52%	~15%	4. Trained personnel	~88%	~22%	5. Exercise	~48%	~12%
Category	Percentage																																		
Contingency plan tested	~62%																																		
Communication exercise	~28%																																		
Table Top exercise	~18%																																		
Full scale exercise	~62%																																		
Category	% against total number of questionnaires filled for the study	% against total number of sites at risk in the med																																	
1. Emergency contact	~88%	~22%																																	
2. Contingency Plan	~95%	~25%																																	
3. Equipment Tier 1	~98%	~25%																																	
3. Equipment Tier 2	~52%	~15%																																	
3. Mutual aid agreement	~52%	~15%																																	
4. Trained personnel	~88%	~22%																																	
5. Exercise	~48%	~12%																																	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les plans d'urgence sont régulièrement testés.</li> <li>• Test essentiellement réalisé sous forme d'exercices à grande échelle.</li> <li>• Le REMPEC a régulièrement organisé des Cours OMI de Niveau 1, 2 et 3 ainsi que des ateliers/formations spécialisés: dispersants, cartes des zones sensibles, surveillance, etc.</li> <li>• <b>Améliorations possibles identifiées:</b> Formations conjointes gouvernement/industrie.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bon niveau de formation sur les sites analysés.</li> <li>• Nécessité de multiplier les exercices.</li> <li>• Nécessité d'impliquer les gouvernements et autres industries dans les exercices pour développer des partenariats.</li> </ul>																																		
<b>Débat de groupe</b>	<b>Consultation nationale</b>																																		
<p>Les groupes ont reconnu:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nécessité d'une aide pour organiser plus d'exercices,</li> <li>• des difficultés de communication entre les réseaux gouvernementaux et industriels,</li> <li>• la nécessité de partager les enseignements tirés des exercices en diffusant les rapports d'exercices par l'intermédiaire du REMPEC,</li> <li>• la nécessité d'augmenter le nombre de formations et d'exercices communs entre l'industrie et le gouvernement.</li> <li>• Meilleures pratiques: identifier et former les volontaires en amont.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'industrie a en règle générale mis en place un programme d'exercices et de formations.</li> <li>• Ces programmes ne sont pas toujours communiqués au gouvernement.</li> <li>• La fréquence des formations et des exercices organisés par le gouvernement est inférieure à celle de l'industrie.</li> </ul>																																		

## **VI. PLAN D'ACTION**

Les gouvernements et l'industrie ont renseigné, d'un point de vue national, le formulaire d'auto-évaluation suite aux 10 questions posées par l'ITOPF comme suit:

1. Une évaluation réaliste de la nature et de l'ampleur de la menace, et des ressources les plus menacées, tenant compte de la mobilité de toute nappe d'hydrocarbures, a-t-elle été réalisée?
2. Les priorités en termes de protection ont-elles été établies, en tenant compte de la viabilité des différentes options de protection et de nettoyage?
3. La stratégie de protection et de nettoyage des différentes zones a-t-elle été acceptée et clairement expliquée?
4. Un site de stockage temporaire et des solutions pour l'élimination finale des hydrocarbures et débris collectés ont-ils été identifiés?
5. L'organisation nécessaire a-t-elle été soulignée et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués clairement établies, chaque personne ayant une tâche à réaliser a-t-elle été informée de ce qu'on attend d'elle?
6. Les dispositions permettant d'assurer une communication efficace entre la terre, la mer et le ciel ont-elles été définies?
7. Les niveaux d'équipements, de matériels et de ressources en hommes sont-ils suffisants pour faire face à l'ampleur prévue du déversement? Si ce n'est pas le cas, des ressources supplémentaires ont-elles été identifiées et, si nécessaire, des mécanismes permettant leur mobilisation et entrée dans le pays ont-ils été établis?
8. Les procédures d'alerte et d'évaluation initiale ont-elles été suffisamment expliquées, ainsi que les dispositions de suivi permanent de l'avancée et de l'efficacité des opérations de nettoyage?
9. Le plan en place est-il compatible avec ceux des zones adjacentes et d'autres activités?
10. Tous les aspects du plan ont-ils été testés sans qu'aucune lacune importante n'ait été décelée?

Les représentants des gouvernements et de l'industrie ont répondu séparément mais dans le même formulaire (cf. REMPEC/MOIG/WG.1/4) aux questions d'auto-évaluation afin d'exprimer leurs points de vue respectifs. Les chiffres en violet indiquent le pourcentage de réponses positives reçues de 19 des 21 États côtiers méditerranéens. La référence utilisée pour la représentation graphique (100 %) correspond aux réponses positives de 19 pays. Sur la base de ces 19 pays, les chiffres en jaune révèlent le taux de réponses positives reçues des représentants de l'industrie. La participation de ces représentants à six sessions nationales, soit environ 30 % des 19 pays, explique le niveau relativement faible de réponses positives reçues de l'industrie.

Le résultat de la session Plan d'action est présenté dans la figure 5 ci-après:

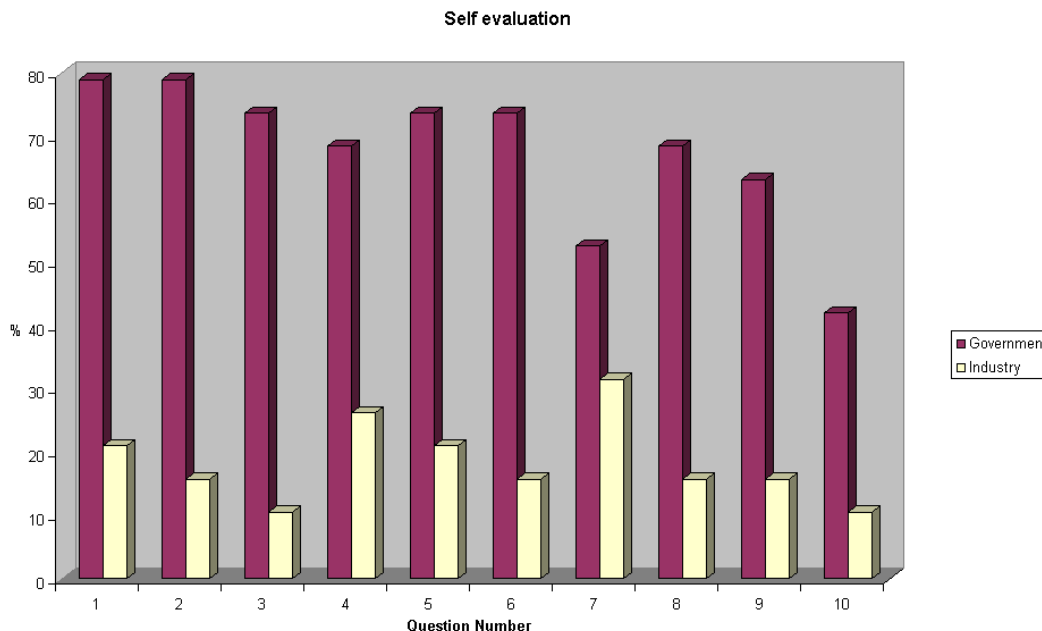


Figure 5: Résultats de l'auto-évaluation sur la planification d'urgence

Au regard des résultats, et par ordre de priorité, les thèmes suivants appellent des améliorations:

1. De nouveaux tests des plans afin d'identifier les lacunes et les améliorations possibles (42 % de réponses positives).
2. La nécessité de veiller à ce que les niveaux d'équipements, de matériels et de ressources humaines soient suffisants dans le pays ou prévoir des ressources supplémentaires en mettant en place les mécanismes permettant de les mobiliser et de les faire entrer dans le pays (52 % de réponses positives).
3. S'assurer que le plan est compatible avec ceux des zones adjacentes et d'autres activités (63 % de réponses positives).
4. Identifier des sites de stockage temporaires et des solutions d'élimination pour les débris et hydrocarbures collectés **et** veiller à ce que les procédures d'alerte et d'évaluation initiale soient parfaitement expliquées, ainsi que les dispositions de suivi permanent de l'avancée et de l'efficacité des opérations de nettoyage (68 % de réponses positives).

Il convient par ailleurs, pour environ 27 % des pays répondants:

5. de définir et d'expliquer clairement la stratégie de protection et de nettoyage des différentes zones,
6. d'exposer de manière claire l'organisation nécessaire identifiée ainsi que les responsabilités de tous les acteurs impliqués, et
7. de décrire les dispositions permettant d'assurer une communication efficace entre la terre, la mer et le ciel.

Enfin, environ 20 % des États côtiers méditerranéens doivent:

8. évaluer la nature et l'ampleur de la menace, et celles des ressources les plus menacées, en tenant compte de la mobilité de toute nappe d'hydrocarbures, et
9. fixer les priorités en termes de protection, en tenant compte de la viabilité des différentes options de protection et de nettoyage.

En ce qui concerne l'industrie, les chiffres révèlent un niveau de participation relativement faible. Selon l'étude du MOIG, les 90 sites prenant en charge du pétrole étaient répartis entre 15 pays méditerranéens alors que l'industrie n'était représentée que pour 6 pays. **Le niveau de participation de l'industrie, en tenant compte de la répartition géographique susmentionnée, souligne la nécessité d'impliquer plus largement l'industrie pétrolière présente dans les 15 pays identifiés pour assurer la coopération au niveau national entre les gouvernements et l'industrie en Méditerranée.** La participation de l'industrie pétrolière est essentielle pour la mise en œuvre d'un programme de coopération commun entre l'industrie et les gouvernements. Il convient également de noter que certaines industries pétrolières étaient représentées par un membre d'une grande compagnie qui n'avait pas en main tous les éléments pour répondre aux questions ciblées sur les sites et installations de chaque pays. **Cela souligne la nécessité d'impliquer les représentants de l'industrie pétrolière présents dans chaque pays, mieux informés sur la situation sur leur site.**

**À cet égard, l'atelier a recommandé de renforcer le réseau industriel et ses échanges avec le réseau gouvernemental.**

Outre l'auto-évaluation, les représentants gouvernements et l'industrie pétrolière opérant dans les différents pays concernés ont clairement posé par écrit les étapes à suivre pour garantir un meilleur niveau de préparation et de lutte contre la pollution marine dans leur pays, en collaboration avec l'industrie. Ces informations précieuses seront étudiées par le REMPEC et le MOIG avec les autres données collectées avant et pendant cet atelier afin de préparer un programme commun d'activités visant à aider les pays, en collaboration avec l'industrie, à atteindre les objectifs exprimés lors de la session "Plan d'action". Ces informations guideront également les activités du REMPEC et du MOIG sur une base individuelle.

## **VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS**

Les représentants des Parties contractantes à la Convention de Barcelone et de l'industrie pétrolière présente en Méditerranée ont adopté les recommandations suivantes:

- gérer la nécessité d'un soutien renforcé entre le REMPEC et l'industrie et de plus d'activités conjointes,
- renforcer le réseau industriel et ses échanges avec le réseau gouvernemental,
- organiser de manière plus régulière des formations et exercices faisant intervenir conjointement l'industrie et les gouvernements,
- organiser un Atelier régional Gouvernements/Industrie sur l'évaluation des risques, avec pour finalité une évaluation commune réaliste des risques en Méditerranée,
- préparer un Modèle standard de plan d'urgence national suivant la même structure (les Lignes directrices actuelles ayant été jugées insuffisantes),
- passer en revue les Lignes directrices concernant l'utilisation de dispersants en Méditerranée, en insistant plus particulièrement sur le processus décisionnel,
- soutenir l'élaboration de plans de gestion des déchets,
- centraliser les cartes existantes des zones sensibles via un Système d'information géographique (SIG) hébergé par le REMPEC,
- accéder à des modèles de prévision communs et fiables,

- concentrer les efforts sur les dispositions opérationnelles et administratives nécessaires pour faciliter l'entrée et la sortie des moyens d'assistance régionaux et internationaux,
- renforcer l'assistance technique apportée au MOIG,
- améliorer la coopération en matière de surveillance aérienne, et,
- mieux comprendre le rôle de l'AESM, en particulier auprès des pays non membres de l'UE.

Les conclusions et recommandations formulées à l'issue de ces discussions serviront de pierre angulaire à la préparation d'un programme à court, moyen et long terme associant le REMPEC et le MOIG et couvrant les lacunes identifiées avec pour objectif d'améliorer, de manière notable, le degré de préparation et les capacités de lutte ainsi que la coopération dans la région méditerranéenne. Ce programme sera préparé par le REMPEC et le MOIG en consultation avec l'OMI et l'IPIECA et sa mise en œuvre débutera en 2010.



**ANNEX(E) 1****LIST OF PARTICIPANTS/ LISTE DES PARTICIPANTS****CONTRACTING PARTIES / PARTIES CONTRACTANTES****ALBANIA / ALBANIE****Mr. Shpetim HAMEDANI**

Chief of Maritime Transport Policy  
Ministry of Public Works, Transport and  
Telecommunication  
Harbour Master Office  
Port of Durres

Tel No: + 355 (52) 22 00 17 (main)

Fax No: + 355 (52) 22 00 17

Email: [tim.hamedani@yahoo.com](mailto:tim.hamedani@yahoo.com)

**Mr. Vladimir NAQELLARI**

Specialist, Maritime Transport Policy  
Directorate  
Ministry of Public Works, Transport and  
Telecommunication  
Skenderbeg Square no. 5  
Tirana

Tel No: + 355 (52) 22 57 028 (main)

Fax No: + 355 (52) 22 57 028

Email: [vnaqellari@mpptt.gov.al](mailto:vnaqellari@mpptt.gov.al)

**ALGERIA / ALGERIE****Mlle Karima BENZADA**

Ingénieur d'Etat en Aménagement et  
protection du littoral  
Ministère de l'Aménagement du Territoire, de  
l'Environnement et du Tourisme  
Secrétariat permanent TELBAHR (Organisation  
de lutte contre les pollutions marines  
accidentelles par les hydrocarbures)  
Rue de quatre canons  
1600 Alger

Tel No: + 213 (43) 28 67(main + direct)

+ 213 (43) 28 57 (main + direct)

Mobile: +213(662) 41 49 18

Fax No: + 213 (43) 28 67

+ 213 (43) 28 57

Email: [benzadak@hotmail.fr](mailto:benzadak@hotmail.fr)

**M. M'Hamed BENTAMRA**

Directeur Technique à la Société de Gestion et  
d'Exploitation des Terminaux  
Marins à Hydrocarbures  
Lotissement des 30  
Logements, Hai, Essedikia  
Oran

Tel No: +213 70 60 59 57 (mobile)

+213 (41) 53 93 84 (direct)

+213 (41) 42 83 58 (main)

Fax No: +213 (41) 42 90 92

Email: [m.bentamra@sth.dz](mailto:m.bentamra@sth.dz)

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET  
HERZÉGOVINE**

**Mr. Miralem BOLOBAN**  
Captain of Water Transport Captain  
Federal Ministry of Transport and  
Communication  
Street Braće Feljića BB  
88 000 Mostar

Tel No: + 387 (61) 513 796 (direct)  
+ 387 (36) 755 215 (main)  
+387 (36) 550 025 (main)  
Fax No: +387 (36) 755 215  
+387 (36) 550 025  
Email: [miralem.b@fmpik.gov.ba](mailto:miralem.b@fmpik.gov.ba)

**CROATIA / CROATIE**

**Dr. Darko GLAŽAR**  
Harbour Master - Rijeka  
Ministry of Sea, Transport and Development  
Maritime Department Harbour Master  
Senjsko pristanište 2,  
51000 Rijeka

Tel No: +385 (51) 214 113 (direct)  
Fax No: +385 (51) 211 660  
E-mail: [darko.glazar@pomorstvo.hr](mailto:darko.glazar@pomorstvo.hr)

**CYPRUS / CHYPRE**

**Mr. Nicos C. ATTAS**  
Marine Surveyor A  
Ministry of Communication and Works  
Department of Merchant Shipping  
Kyllinis Street  
P.O. Box 56193  
CY-3305 Limassol

Tel No: +357 (25) 84 81 32 (direct)  
+357 (25) 84 81 00 (main)  
Fax No: +357 (25) 848 200  
E-mail: [nattas@dms.mcw.gov.cy](mailto:nattas@dms.mcw.gov.cy)

**EGYPT / EGYPTE**

**Captain Mahmoud ISMAIL**  
Director General  
Special Assignments & environmental Disasters  
Management Division  
Egyptian Environmental Affairs Agency  
30 Misr-Helwan Elzyra'e  
Maadi, 11728 Cairo

Tel No: +20 (2) 25 25 64 91-92 (direct)  
Fax No: +20 (2) 25 25 64 94  
E-mail: [Mahmoud\\_s51@yahoo.com](mailto:Mahmoud_s51@yahoo.com)

**Mr. Rafik ABDEL-GHAFFAR**  
Chairman Assistant for Environment  
Egyptian General Petroleum Cooperation  
(EGPC)  
EGPC Palestinian St, 4th quarter  
Maadi, Cairo

Tel No: +20 (2) 2706 56 64 (direct)  
Fax No: +20 (2) 2706 5686  
E-mail: [rafik.ghaffar@egpc.com.eg](mailto:rafik.ghaffar@egpc.com.eg)

**EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION  
EUROPEENNE**

**Mrs. Asta MACKEVICIUTE**  
Policy Officer  
Monitoring and Information Centre (MIC)  
European Commission,  
DG ENV/ A3 – BU9 2/106  
200 rue de la Loi,  
1049 Brussels, BELGIUM

Tel No: +32 (2) 29 528 99 (direct)  
+32 (2) 29 648 45 (main)  
Fax No: +32 (2) 29 90 314  
Email: [asta.mackeviciute@ec.europa.eu](mailto:asta.mackeviciute@ec.europa.eu)

**FRANCE / FRANCE****Mme Marie-Sophie DUFAU-RICHET**

Chargé de mission  
Secrétariat Général de la Mer  
16 Boulevard Raspail  
75007 Paris

Tel No: +33 (1) 42 75 66 53  
Mobile: +33 (6) 61 53 95 01  
Fax No: +33 (1) 42 75 66 78  
E-mail: [marie-sophie.dufau-richet@pm.gouv.fr](mailto:marie-sophie.dufau-richet@pm.gouv.fr)

**M. François PARTHIOT**

CEDRE/Délégué pour la Méditerranée  
C/O Centre IFREMER de Toulon  
Zone portuaire de Bregaillon  
83507 La Seyne sur Mer - Cedex  
FRANCE

Tel No: +33(4) 94 30 48 87 / 49 93  
Fax No: +33 (4) 94 30 44 15  
E-mail: [Francois.Parthiot@cedre.fr](mailto:Francois.Parthiot@cedre.fr)

**GREECE / GRECE****Lt. H.C.G. Nikolas KOUTSODONTIS**

Central Port Authority of Piraeus  
Marine Environment Protection Section  
Akti Miaouli 50  
18510 Piraeus

Tel No: +30 (210) 459 3225 (direct)  
+30 (210) 459 31 72 (main)  
+30 (210) 459 32 25 (main)  
Fax No: +30 (210) 459 31 70  
E-mail: [koutsodo@yen.gr](mailto:koutsodo@yen.gr)

**Lt. H.C.G Nektarios KORONAIOS**

Ministry of Mercantile Marine, Aegean and  
Island Policy  
Marine Environment Protection Section  
Akti Miaouli Gate E1-E2  
18510 Piraeus

Tel No: +30 (210) 459 1547 (direct + main)  
Fax No: +30 (210) 422 0440  
E-mail: [dphap@yen.gr](mailto:dphap@yen.gr)

**ISRAEL / ISRAËL****Ms. Galia PASTERNAK**

Marine Pollution Inspector  
The Ministry of Environment Protection  
The Marine and Coastal Environment Division  
P.O. Box 811  
31007 Haifa

Tel No: +972 (50) 623 30 60 (direct)  
+972 (4) 863 35 00 (main)  
Fax No: +972 (4) 863 35 20  
E-mail: [galiap@environment.gov.il](mailto:galiap@environment.gov.il)

**Mr. Gideon BETTLHEIM**

Marine Pollution Inspector  
Ministry of Environment Protection  
Marine and Coastal Environment Division  
(M.C.E.D.)  
P.O. Box 811  
31007 Haifa

Tel No: +972 (4) 864 45 08 (direct)  
+972 (4) 863 35 00 (main)  
Fax No: +972 (4) 863 35 20  
E-mail: [gidib@sviva.gov.il](mailto:gidib@sviva.gov.il)

**ITALY / ITALIE****Com. Mauro BELLINI**

Advisor in the Technical Secretariat for the Sea of  
the Italian Ministry of the Environment  
Ministry for the Environment, Land and Sea  
Directorate General for Nature's Protection –  
Div VI  
Via Cristoforo Colombo, 44  
00147 Rome

Tel No: +39 (06) 86 49 13 64 (direct + main)  
Mobile +39 (347) 6 75 85 67  
Fax No: +39 (06) 57 22 83 90  
E-mail: [blinus@sysnet.it](mailto:blinus@sysnet.it)  
[maurobellini@minambiente.it](mailto:maurobellini@minambiente.it)

**ITALY / ITALIE (cont.)**

**Captain Giampaolo BENZAIA**

Italian Coast Guard Headquarters  
7th Department – International Relations Office  
Viale dell'Arte, 16  
00144 Rome

Tel No: +39 (32) 80 372 534  
+ 39 (331) 1671 30 18

Fax No: +39 (06) 5908 33 79

E-mail: [gbensaia@libero.it](mailto:gbensaia@libero.it)  
[Giampaolo.bensaia@mit.gov.it](mailto:Giampaolo.bensaia@mit.gov.it)

**LEBANON / LIBAN**

**Navy Captain Hassan HAMDAR**

Base Commander  
Lebanese Army  
Jounieh Naval Base  
Jounieh

Tel No: +961 (9) 933 949 (direct + main)  
+961 70 94 26 34 (mobile)

Fax No: +961 (9) 832 619

E-mail: [nazihakiki@hotmail.com](mailto:nazihakiki@hotmail.com)

**GSP LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA / JAMAHIRIYA  
ARABE LIBYENNE**

**Mr. Mohamed ELGAMEZI**

Head Manager of Environment Office  
Environment General Authority  
P.O. Box 83618  
El-Gheran  
Tripoli

Tel No: +218 (21) 487 37 62-64

Mobile: +218 (92) 518 4180

Fax No: +218 (21) 487 15 90

E-mail: [etleha@yahoo.com](mailto:etleha@yahoo.com)  
[emergency\\_office@envionment.org.ly](mailto:emergency_office@envionment.org.ly)

**GSP LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA / JAMAHIRIYA  
ARABE LIBYENNE (cont.)**

**Mr. Abduladim BALLUG**

HSE Advisor  
Environment General Authority  
P.O. Box 83618  
El-Gheran  
Tripoli

Tel No: +218 (21) 463 08 70  
+218 (21) 48 73 762-64

Mobile: +218 (91) 212 42 05

Fax No: +218 (21) 483 08 70

E-mail: [aaafmm@yahoo.com](mailto:aaafmm@yahoo.com)

**MALTA / MALTE**

**Mr. Godwin SANT**

Director Energy Resources  
Malta Resources Authority  
Directorate for Energy Resources  
Millenia Building  
Second Floor  
Aldo Moro Street  
Marsa MRS 9065

Tel No: +356 2295 51 30 (direct)  
+356 2295 51 20 (main)

Fax No: +356 2295 52 00

E-mail: [godwin.sant@mra.org.mt](mailto:godwin.sant@mra.org.mt)

**Captain Richard GABRIELE**

Harbour Master  
Malta Maritime Authority  
Xatt l'Ghassara tal-Gheneb  
Marsa MRS 1917

Tel No: +356 22914420 (direct + main)

Fax No: +356 229 14429

E-mail: [richard.gabriele@mma.gov.mt](mailto:richard.gabriele@mma.gov.mt)

**MONACO / MONACO****M. Jean-Louis BISSUEL**

Directeur des affaires maritimes  
Direction des affaires maritimes  
Département de l'équipement, de  
l'environnement et de l'urbanisme  
Quai Jean Charles Rey  
MC-98000 Monaco Cedex

Tel No: +377 98 98 87 78 (direct)

+377 98 98 22 80 (main)

Fax No: +377 98 98 22 81

E-mail: [jlbissuel@gouv.mc](mailto:jlbissuel@gouv.mc)

**M. Pierre BOUCHET**

Adjoint  
Direction des affaires maritimes  
Département de l'équipement, de  
l'environnement et de l'urbanisme  
Quai Jean Charles Rey  
MC-98000 Monaco Cedex

Tel No: +377 98 98 21 23 (direct)

+377 98 98 22 80 (main)

Fax No: +377 98 98 22 81

E-mail: [pbouchet@gouv.mc](mailto:pbouchet@gouv.mc)

**MONTENEGRO / MONTENEGRO****Captain Predrag RATKOVIĆ**

Head of Division for Prevention of Sea Pollution  
from Ships  
Maritime Safety Department  
Division for Prevention of Sea Pollution from  
Ships  
Maršala Tita br.7  
P.O. Box 14  
85000 Bar

Tel No: +382 (30) 313 241 (direct + main)

Fax No: +382 (30) 313 274

Email: [predrag.ratkovic@msd-ups.org](mailto:predrag.ratkovic@msd-ups.org)

**MONTENEGRO / MONTENEGRO (cont.)****Mr. Goran JURIŠIĆ**

Port State Control Officer  
Ministry of Transport, Maritime Affairs and  
Telecommunications of Montenegro  
Harbour Master's Office Bar  
Obala 13. jula bb  
85000 Bar

Tel No: +381 (30) 312 733 (direct + main)

Fax No: +381 (30) 302 060

E-mail: [mingo@cg.yu](mailto:mingo@cg.yu)

**MOROCCO / MAROC****Mme. Badia JERMOUMI**

Chef de Service  
Ministère de l'Energie, des Mines de l'Eau et de  
l'Environnement  
Energie et Mines

Tel No: +212 (537) 68 84 68 (main)

Fax No: +212 (537) 68 87 38

+212 (537) 68 87 31

E-mail: [badijer62@yahoo.fr](mailto:badijer62@yahoo.fr)

**M. Noureddine MOUJAB**

Chef de Quartiers Maritime de Mohammedia  
Direction de la marine marchande  
Boulevard Félix Houphouet Boigny  
20010 Casablanca

Tel No: +212 (523) 300 114

+212 (522) 278 092

+212 (522) 760 10

Fax No: +212 (522) 27 33 40

E-mail: [mouajab@hotmail.com](mailto:mouajab@hotmail.com)

**SLOVENIA / SLOVENIE**

**Mr. Matjaz ŽETKO**

Adviser  
Ministry of Environment and Spatial Planning  
Environmental Agency of the Republic of Slovenia  
Pristaniska 12  
p.p.115  
6000 Koper

Tel No: +386 (5) 66 22 640 (direct + main)

Fax No: +386 (5) 66 22 647

E-mail: [matjaz.zetko@gov.si](mailto:matjaz.zetko@gov.si)

**SPAIN / ESPAGNE**

**Mr. Sergio Rodriguez CARBONELL**

Head of Marine Environment Protection  
Spanish Maritime Safety Agency (SASEMAR)  
Operations Directorate  
Frueña 3  
28011 Madrid

Tel No: +34 (91) 755 91 00 (direct)

Fax No: +34 (91) 755 97 09

E-mail: [sergiorc@sasemar.es](mailto:sergiorc@sasemar.es)

**Mr. Jesús M. URIBE**

Operations Director  
Spanish Maritime Safety Agency  
(SASEMAR)  
Operations Directorate  
Frueña 3  
28011 Madrid

Tel No: + 34 (91) 755 91 00

Fax No: + 34 (91) 755 91 39

E-mail: [diroper@sasemar.es](mailto:diroper@sasemar.es)

**SYRIA / SYRIE**

**Mr. Bashar IBRAHEM**

Mechanical Engineer in Combating  
Oil Pollution Boat  
General Directorate of Ports  
Marine Anti Pollution Department  
The National Centre for Combating Marine  
Pollution  
Banias

Tel No: +963 (9) 459 70963 (direct)

+963 (43) 723 336 (main)

+31 (1) 653 79 58 65

Fax No: +963 (43) 723 336

E-mail: [dayoub.ali@gmail.com](mailto:dayoub.ali@gmail.com)

**Mr. Molham DARWISH**

IT Engineer for the General Commission for  
Environmental Affairs  
General Commission for Environmental Affairs  
IT Department  
Kafer Suseh, 17 April Street  
00963 Damascus

Tel No: +963 (11) 214 07 57 (direct)

+963 (11) 214 07 57 (main)

Fax No: +963 (11) 214 07 58

Email: [molhamdarwish@hotmail.com](mailto:molhamdarwish@hotmail.com)

**TUNISIA / TUNISIE**

**M. Samir KHEDHIRA**

Chef de Service Contrôle et Intervention en Milieu  
Marin et Portuaire  
Agence Nationale de Protection de  
l'Environnement (ANPE)  
Contrôle et Suivi des Milieux  
Centre Urbain Nord 15  
Rue 7051 cité essalem 2080  
2080 Tunis

Tel No: +216 (71) 233 600 (direct + main)

+216 (71) 238 215 (direct)

+216 (97) 97 52 88 (direct)

Fax No: +216 (71) 232 811

E-mail: [khedhira\\_samir@yahoo.fr](mailto:khedhira_samir@yahoo.fr)

**TUNISIA / TUNISIE (cont.)****M. Mohamed LABIDI**

Sous-directeur de la sécurité énergétique et minière  
Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des PME  
Direction de la sécurité  
Imm Ennozha cité Mont Plasir Tunis  
Imm. API. Rue de Syrie No. 63 Tunis  
1073 Tunis

Tel No: +216 (97) 433 079 (direct)

+216 (71) 798 672 (direct)

E-mail: [labidi.med@hotmail.fr](mailto:labidi.med@hotmail.fr)

**TURKEY / TURQUIE****Mrs. Afire SEVER**

Deputy Division Manager  
Ministry of Environment and Forestry  
General Directorate of Environmental Management  
Söğütözü Caddesi No: 14/E  
Bestepe  
06510 Ankara

Tel No: +90 (312) 207 66 40 (direct)

+90 (312) 207 50 00 (main)

Fax No: +90 (312) 207 66 95

E-mail: [afiresever@yahoo.com](mailto:afiresever@yahoo.com)

**Mr. Burak AYKAN**

Assistant Maritime Expert  
Prime Ministry Undersecretariat for  
Maritime Affairs  
Department of Marine Environment  
GMK Bulvari No.128/A  
06570 Maltepe- Ankara

Tel No: +90 (312) 232 3850 (direct)

+90 (312) 232 38 49-50 (main)

Fax No: +90 (312) 231 33 06

E-mail: [burak.aykan@denizcilik.gov.tr](mailto:burak.aykan@denizcilik.gov.tr)

**MEDITERRANEAN OIL INDUSTRY / INDUSTRIE PETROLIERE MEDITERRANEENNE**

**Mr. Hennis HENNE**

Marine Focal Point (Europ-Mediterranean,  
Caspian, Black Sea, Russia and Central Europe)  
Shell Downstream/STASCO  
Gaarderstag 20  
Gouda, HOLLAND

Mobile: +31(6) 27 339 074  
E-mail: [henne.h.hennis@shell.com](mailto:henne.h.hennis@shell.com)

**Mr. Sassi ZOUHEIR**

HSE Manager - ETAP  
Av. Khereddine Pacha 1002  
Tunis, TUNISIA

Tel No: +216 (71) 953 001  
Mobile: + 216 98 363 907  
Fax No: +216 (71) 953 003  
E-mail: [zsassi@etap.com.tn](mailto:zsassi@etap.com.tn)

**Mr. Chaffari ABDALLAH**

Sous-directeur principal  
Tankage Méditerranée  
Terminal Skhira-Sfax  
TUNISIA

Tel No: +216 (74) 295 368  
Mobile: + 216 98 414 886  
Fax No: +216(74) 295 454  
E-mail: [tankmed@planet.tn](mailto:tankmed@planet.tn)

**Mr. Akrouit FAYSAL**

Conseiller auprès de la Direction Générale  
TANKMED  
Berges du Lac  
Tunis, TUNISIE

Tel No: +216 (71) 860 039  
Mobile: + 216 98 414 885  
Fax No: +216 (71) 860 805  
E-mail: [tankmed@planet.tn](mailto:tankmed@planet.tn)

**Mr. Kenneth HERRINGTON**

Coordinator - Emergency Response  
MARATHON  
PO 3128  
Houston, H 77253  
USA

Tel No: +1 (7) 13 296 – 3831  
E-mail: [kjherrington@marathon.com](mailto:kjherrington@marathon.com)

**Mr Bill. HUNTER**

Senior Advisor, Environment  
PETRO-CANADA  
Khalhd Ben Sunera Street  
Tripoli, LIBYA

Tel No: +218 (21) 362 0620 (Ext.4285)  
E-mail: [bill.hunter@petrocanada.com](mailto:bill.hunter@petrocanada.com)

**Mr. John WEUST**

Manager, Emergency Preparedness  
Marathon Pil Co.  
5555 San Felipe  
Houston, Texas, USA

Tel No: +1 (71)3 296 – 3409  
Mobile: +1 (71) 3 296 – 4229  
Email: [jiweust@marathonoil.com](mailto:jiweust@marathonoil.com)

**Ms. Francesca POLLA MATTIOT**

Emergency Response Team  
Technical Specialist - ENI  
P.le E. Mattei 1  
Rome, ITALY

Tel No: + 39 (06) 59 826 014  
Mobile: +39 33 578 298 05  
Fax No: + 39 (06) 59 826 042  
Email: [Francesca.pollamattiot@eni.it](mailto:Francesca.pollamattiot@eni.it)

**Ms. Celine ETASSE-MELAGO**

Ingénieur Environnement  
Total - Trading & Shipping  
2, Place de Jean Millier- La Défense 6  
92078 Paris La Défense Cédex  
FRANCE

Tel No: +33 1 47 44 82 23  
Fax No: +33 1 47 44 62 05  
Email: [celine.etasse-melago@total.com](mailto:celine.etasse-melago@total.com)



**CONSULTANTS / CONSEILLERS**

**Mr. Darko DOMOVIĆ**

REMPEC - Consultant  
Retired from REMPEC  
Maritime House  
Lascaris Wharf  
Valletta VLT 1921  
MALTA

Tel No: +385 (91) 7989 544 (direct)  
+385 (51) 580 103(direct)  
Fax no: +356 (21) 33 99 51  
E-mail: [ddomovic@hi.t-com.hr](mailto:ddomovic@hi.t-com.hr)

**Mr. Robert SCHRIEL**

REMPEC - Consultant  
Senior Consultant OPRC  
VOR - retired from: The Ministry of Transport and  
Public Works North Sea Directorate  
Contingency Department & REMPEITC-  
Carib at Curaçao  
s-Granvenzandseweg 268  
Hook of Holland  
3151 TW  
THE NETHERLANDS

Tel No: +31 (1) 174 385 191  
+31 (1) 653 79 58 65  
E-mail: [rcschriel@planet.nl](mailto:rcschriel@planet.nl)

**Mr. Jean Yves HUET**

REMPEC Consultant  
Managing Director  
38, rue Jim Sévellec  
29200 Brest  
FRANCE

Tel No: +27 (21) 790 69 57  
Fax No: + 27 (21) 790 69 57  
E-mail: [otra@mweb.co.za](mailto:otra@mweb.co.za)

**Mr. Richard BYRNES**

MOIG Consultant  
2m Sq. 1166 El-Shaheed Sayed Zacharia  
Behind Sheraton Heliopolis, Heliopolis,  
Cairo, Egypt

Tel No: +202 (2) 685888 – 2685999  
Fax No: +202/(2) 681900  
E-mail: [rbyrnes@pescoeg.com](mailto:rbyrnes@pescoeg.com)

**Mr. André LAMY**

MOIG Consultant  
602, Chemin du Causse MONTMAL  
34600 Bedarieux  
FRANCE

Tel No: + 33 467 951 109  
Mobile: + 33 6 66 49 70 45  
E-Mail: [andre.lamy34@gmail.com](mailto:andre.lamy34@gmail.com)

**Mr. Carsten JÜRGENSEN**

Senior Project Manager  
Nature, Environment, Health & Security  
COWI A/S  
Parallelvej 2  
DK-2800 Kongens Lyngby  
DENMARK

Tel No: +45 (45) 97 1322 (Direct, Office) :  
+45 4597 2211 (main)  
Mobile:+45 2925 8699  
Fax +45 4597 2212  
Skype: crj.cowi  
E-mail: [crj@cowi.dk](mailto:crj@cowi.dk)  
Website: <http://www.cowi.dk>

**ORGANIZERS / ORGANISATEURS**

**REGIONAL MARINE POLLUTION EMERGENCY RESPONSE CENTRE FOR THE MEDITERRANEAN SEA (REMPEC)/ CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC)**

**Mr. Frederic HEBERT**

Director

E-mail: [fherbert@rempec.org](mailto:fherbert@rempec.org)

**Mr. Gabino GONZALEZ**

Programme Officer, OPRC,

E-mail: [ggonzalez@rempec.org](mailto:ggonzalez@rempec.org)

**Ms. Magalie TRALAN**

Junior Programme Officer

E-mail: [mtralan@rempec.org](mailto:mtralan@rempec.org)

REMPEC  
Maritime House  
Lascaris Wharf  
Valletta VLT 1921

Tel No: +356 21 33 72 96/7/8

Fax No +356 21 33 99 51

E-mail: [rempec@rempec.org](mailto:rempec@rempec.org)

Web: [www.rempec.org](http://www.rempec.org)

**MEDITERRANEAN OIL INDUSTRY GROUP (MOIG)**

**Mr. Ridha DHAOUI**

Director

Mediterranean Oil Industry Group (MOIG)

B2.2 Résidence Dar Maghreb

2045 Les Berges du Lac

Al BOUHAIROU- TUNIS

Tel No: +216 (71) 965 359

Tel/Fax: +216 (71) 965 192

E-Mail: [dhaoui.moig@planet.tn](mailto:dhaoui.moig@planet.tn)

**PARTNERS / PARTENAIRES**

**INTERNATIONAL MARITIME ORGANIZATION**  
**(IMO)/ ORGANISATION MARITIME**  
**INTERNATIONALE (OMI)**

**Mr. Stefan MICALLEF**

Deputy Director  
Marine Environment Division  
International Maritime Organization (IMO)  
4, Albert Embankment  
London SE1 7SR  
UNITED KINGDOM

Tel No: + 44 (207) 587 32 49

Fax No: + 44 (207) 587 3210

E-mail: [smicallef@imo.org](mailto:smicallef@imo.org)

**THE INTERNATIONAL PETROLEUM INDUSTRY**  
**ENVIRONMENTAL CONSERVATION**  
**ASSOCIATION (IPIECA)**

**Mr. Richard SYKES**

Secretary General  
IPIECA  
209-215 Blackfriars Road  
London  
SE1 8NL  
UNITED KINGDOM

Tel: +44 (0) 20 7633 2375

Fax: +44 (0) 20 7633 2389

E-mail: [richard.sykes@ipieca.org](mailto:richard.sykes@ipieca.org)

**Mr. William LERCH**

IPIECA Oil Spill Working Group Chairman  
Downstream Emergency Response Manager  
ExxonMobil  
3225 Gallows Road  
Rm: 8B2107  
Fairfax  
VA22037  
USA

Tel No: +1 (703) 846 2552

Fax No: +1 (703) 846 2553

E-mail: [william.m.lerch@exxonmobil.com](mailto:william.m.lerch@exxonmobil.com)

**Ms. Yvette OSIKILO**

Project Manager, Oil Spill  
IPIECA Secretariat  
209-215 Blackfriars Road  
London  
SE1 8NL  
UNITED KINGDOM

Tel: +44 (0) 20 7633 2375

Fax: +44 (0) 20 7633 2389

E-mail: [yvette.osikilo@ipieca.org](mailto:yvette.osikilo@ipieca.org)

**Mr. Philippe DE SUSANNE**

Project Manager  
Industry Environmental Conservation Association  
(IPIECA)  
209-215 Blackfriars Road  
London SE1 8NL  
UNITED KINGDOM

Tel No: +44 (0) 771 789 7447

Fax No +44 (0) 20 7633 2389

E-mail: [philippe.de.susanne@ipieca.org](mailto:philippe.de.susanne@ipieca.org)

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

**Nicole & Veronique**  
Interpreter/Interprète  
Vox Pluralis  
184, Avenue de Gairaut  
06100 Nice  
FRANCE

Tel No: +33 (4) 93 52 59 00  
Mobile: +33 (6) 14 18 14 94  
Fax No +33 (4) 93 52 51 13  
E-mail: [vox.pluralis@wanadoo.fr](mailto:vox.pluralis@wanadoo.fr)

**ANNEXE 2**

**LISTE DES DOCUMENTS**

REMPEC/MOIG/WG.1/1	Programme
REMPEC/MOIG/WG.1/2	Groupes de discussion
REMPEC/MOIG/WG.1/3	Consultations Nationales
REMPEC/MOIG/WG.1/4	Plan d'Action
REMPEC/MOIG/WG.1/5	Rapport



**ANNEXE 3**

**PROGRAMME**

**Jour 0 10 mai 2009**

---

*Arrivée des participants*

**Day 1: 11 May 2009**

---

08.30	Discours de bienvenue	
09.00	Introduction de l'Atelier	
09.30	Initiative Globale: Coopération internationale (OMI/PIECA) / régionale	S. Micallef B. Lerch
<b>10.00</b>	<b><i>Pause café</i></b>	
10.30	Planification d'urgence	J.Y. Huet R. Schriel
11.20	Risques dans la région Méditerranéenne	REMPEC
12.10	Stratégie	J.Y. Huet R. Schriel
<b>13.00</b>	<b><i>Déjeuner</i></b>	
14.30	L'approche par niveau de lutte et les responsabilités (Industrie et Gouvernements)	B. Lerch
15.30	Ressources et Assistance Mutuelle	D. Domovic
<b>16.30</b>	<b><i>Pause café</i></b>	
17.00	Formations et exercices	A. Lamy
17.30	Un exemple de méthodologie d'évaluation du risqué: La Mer Baltique	C. Jürgensen
<b>18.00</b>	<b><i>Fin du jour 1</i></b>	

**Jour 2: 12 mai 2009**

---

<b>Groupe de discussion et Consultations nationales</b>	
08.30	Rappel des objectifs Introduction aux Groupes de Discussion et Consultations Nationales
09.00	Groupes de Discussion et Consultations Nationales
13.00	<i>Déjeuner</i>

<b>Résultats des Groupes de Discussion et Consultations Nationales</b>	
14.00 – 16.00	Conclusions / recommandations

<b>Plan d'action et recommandations</b>	
14.30	Plan d'Action National
15.30	<i>Pause café</i>
16.00	Conclusions / recommandations (Résultats des Groupes de Discussion et Consultations Nationales)
17.30	Conclusions finales
18.00	<i>Clôture de l'Atelier</i>



**ANNEXE 4**

**MODELE DE FICHE PAYS DU REMPEC**





IMO-OMI



UNEP-PNUE

REGIONAL MARINE POLLUTION EMERGENCY  
RESPONSE CENTRE FOR THE MEDITERRANEAN SEA (REMPEC)

CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION  
D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC)

MEDITERRANEAN ACTION PLAN  
PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE



## FICHE PAYS DE

---

 Pays

### Mise à jour

<b>Par:</b>	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
<b>Le</b>	
Date	

## SECTION 1 COORDONNEES

Cette section contient des informations sur les autorités nationales compétentes responsables d'aspects variés de la mise en oeuvre du protocole Prévention et Situation Critique à la Convention de Barcelone (article 7.1).

### ■ POINT FOCAL GOUVERNEMENTAL DU REMPEC :

Autorité nationale compétente chargée du suivi de la mise en oeuvre du protocole Prévention et Situation Critique (Correspondant Gouvernemental)	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

### ■ POINT FOCAL PREVENTION DU REMPEC :

Autorité nationale compétente chargée de la prévention de la pollution par les navires (Correspondant Prévention)	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

### ■ POINT FOCAL OPRC DU REMPEC :

Autorité nationale compétente chargée de la préparation à la lutte et de la lutte (Correspondant OPRC)	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

■ **POINT FOCAL 24H DU REMPEC:**

Centre ou point de contact national ( <u>opérationnel 24h sur 24h</u> ) chargé de la réception des rapports sur les accidents entraînant une pollution marine	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

■ **POINT FOCAL "ASSISTANCE MUTUELLE" DU REMPEC : (voir Section 5)**

■ **Autres autorités nationales avec responsabilités opérationnelles en cas de déversement d'hydrocarbures**

Responsabilité	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

## SECTION 2

### REGLEMENTATIONS NATIONALES ET STRATEGIE DE LUTTE

Cette section contient des informations sur les plans d'urgence et autres moyens visant à prévenir et à combattre les événements de pollution (article 4). (Cochez et compléter les cases appropriées)

#### ■ NATIONAL CONTINGENCY PLAN:

STATUS				
<input type="checkbox"/>	Plan d'Urgence approuvé	Date approbation Date de dernière mise à jour		
<input type="checkbox"/>	Projet de plan d'urgence	Date de préparation:		
<input type="checkbox"/>	Plan d'Urgence en préparation	Date prévue:		
<input type="checkbox"/>	Législation nationale relative à l'adoption du plan	Loi, décret, etc...:		
		Exercice de communication	Exercice sur table	Déploiement de moyens:
<input type="checkbox"/>	Plan d'urgence testé	<input type="checkbox"/> : 1 tous les ____	<input type="checkbox"/> : 1 tous les ____	<input type="checkbox"/> : 1 tous les ____
<input type="checkbox"/>	Autorité en charge de la mise à jour du plan			
<input type="checkbox"/>	Autorité en charge de la mise en oeuvre du plan			
<input type="checkbox"/>	Autres commentaires			

#### ■ STRATEGIE DE REPONSE

Veillez présenter brièvement la stratégie de lutte de votre pays et les différentes approches concernant les options ci-dessous mentionnées. Veuillez cocher et compléter les cases correspondantes lorsque l'information est disponible. Cette section a pour but de donner une vue d'ensemble de la stratégie de lutte sans entrer dans les détails et complète les informations fournies dans la section 4.

SURVEILLANCE			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Quelles informations peuvent être mises à disposition pour la surveillance?			
Images satellites	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Surveillance aérienne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Surveillance navale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Modèles de prédictions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>LUTTE EN MER</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Etes-vous en mesure de répondre en mer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>UTILISATION DES DISPERSANTS</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
L'utilisation des dispersants est-elle considérée comme une option de lutte dans votre stratégie ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Législation correspondante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Délimitations géographiques pour l'utilisation des dispersants.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorité compétente responsable de l'autorisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Procédures de test des dispersants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Liste des produits approuvés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Listes des laboratoires autorisés à tester les dispersants.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>CONFINEMENT ET RECUPERATION</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Etes-vous en mesure de mener des opérations de confinement et de récupération?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Détailler dans la section 5</i>
<b>INCINÉRATION EN MER</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Etes-vous en mesure de mener des opérations d'incinération en mer?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Détailler dans la section 5</i>

<b>PROTECTION DU LITTORAL ET NETTOYAGE</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Etes-vous en mesure de mener des opérations de <b>protection</b> du littoral?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Détailler dans la section 5</i>
Etes-vous en mesure de mener des opérations de <b>nettoyage</b> du littoral?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Les caractéristiques du littoral sont-elles prises en compte ou décrites dans votre plan d'urgence?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>GESTION DES VOLONTAIRES</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
La gestion des volontaires est-elle prise en compte dans votre plan d'urgence?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>TRAITEMENT DES DECHETS</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Une politique nationale sur les déchets d'hydrocarbures est-elle en place ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Des installations/solutions pour le traitement/élimination sont-elles disponibles ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>COMMUNICATION</b>			
Un plan de communication est-il considéré dans votre plan d'urgence pour:			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Activités opérationnelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relation gouvernement/industrie:	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relation publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Relation avec les médias:	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>DEDOMMAGEMENT</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
La question du dédommagement est-elle traitée dans la législation nationale?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
La question des dédommagements est-elle incluse dans votre plan d'urgence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Existe-t-il une structure pour traiter les aspects de dédommagement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>EXPERTS</b>			
	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Considèreriez-vous l'intégration d'experts internationaux dans la cellule de coordination	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cette intégration d'expert est elle prévue?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le rôle des experts internationaux est-il clairement défini dans votre plan?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	



**SECTION 3**  
**ACCORDS/PROTOCOLES/CONVENTIONS**  
**REGIONAUX ET INTERNATIONAUX**

■ **CONVENTIONS REGIONALES:**

Instruments légaux régionaux	Ratification			Mise à jour Transposition des instruments internationaux dans la législation nationale		
	Oui	Non	Date	Oui	Non	Spécifier (Loi, décret, etc.)
CONVENTION de BARCELONE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
PROTOCOLE D'URGENCE, 1976	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
PROTOCOLE URGENCE ET PREVENTION, 2002	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

■ **ACCORDS SOUS-REGIONAUX**

	STATUS	DATE
<input type="checkbox"/>	Plan approuvé	Date de signature Date de ratification
<input type="checkbox"/>	Legislation national relative à l'adoption du plan	Loi, décret, etc...:
<input type="checkbox"/>	Activité relative à la mise en application du plan	Exercices, formations, réunions, etc.:
<input type="checkbox"/>	Autorité en charge de la mise en oeuvre du plan	
<input type="checkbox"/>	Autres commentaires	

■ **CONVENTIONS INTERNATIONALES**

**Conventions Internationales sur la sécurité maritime et la prévention de pollution provenant des navires.**

Instruments légaux internationaux	Ratification			Mise à jour Transposition des instruments internationaux dans la législation nationale		
	Oui	Non	Date	Oui	Non	Spécifier (Loi, décret, etc.)
Convention MARPOL 73/78– ANNEXE I & ANNEXE II	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
MARPOL 73/78 – ANNEXE III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
MARPOL 73/78 – ANNEXE IV	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
MARPOL 73/78 – ANNEXE V	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**Conventions Internationales sur la lutte antipollution**

Instruments légaux internationaux	Ratification			Mise à jour Transposition des instruments internationaux dans la législation nationale		
	Oui	Non	Date	Oui	Non	Spécifier (Loi, décret, etc.)
OPRC, 1990	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
OPRC-HNS Protocol, 2000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

**Conventions Internationales sur la responsabilité et dédommagement en cas de pollution**

Instruments légaux internationaux	Ratification			Mise à jour Transposition des instruments internationaux dans la législation nationale		
	Oui	Non	Date	Oui	Non	Spécifier (Loi, décret, etc.)
CLC 1992	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
FUND 1992	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1996 HNS Convention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Bunker Convention, 2001.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
LLMC Protocol 96	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Wreck Removal Convention, 2007	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
FUND 1992	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<i>Autre (veuillez citer)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

## SECTION 4

## EVALUATION DE RISQUE

Cette section contient des informations sur les risques environnementaux du trafic maritime (article 15).

■ EXPOSITION NATIONALE

Hydrocarbure			
	Quantité(bbl/jour)		
Production			
Consommation			
Exportation			
Importation:			
Type:			
	Oui	Non	
Production offshore	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Trafic	
Nombre de pétroliers arrivant/partant au/du pays	
Nombre de chimiquiers arrivant/partant au/du pays	

Distribution du trafic			
Nombre de pétroliers arrivant/partant au/du pays			
Port A:	%	Port B:	%
Port C:	%	Port D:	%
Nombre de chimiquiers arrivant/partant au/du pays			
Port A:	%	Port B:	%
Port C:	%	Port D:	%

■ HISTORIQUE DE DEVERSEMENTS

Merci d'indiquer la date, le lieu, le type de polluant et la quantité déversée lors d'incidents « Méditerranéens » pertinents ayant eut lieu dans votre pays qui n'apparaissent pas dans l'Annexe I

Date	Lieu	Type de polluant	Quantité (t)

■ ZONES SENSIBLES

	Oui	Non	Spécifier –Annexe
Cartes de sensibilité disponibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cartes de sensibilité en cours de préparation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Longueur du littoral			
Type de littoral			
Autre information pertinente			

## SECTION 5

## EXPERTISE ET EQUIPEMENTS DISPONIBLE ET MESURES MISES EN PLACE POUR DES ECHANGES TRANSFRONTALIERS EN CAS D'URGENCE

Cette section contient des informations sur l'expertise et les équipements disponibles dans le pays, que les autorités nationales compétentes peuvent mettre à la disposition d'une autre Partie Contractante au protocole Prévention et Situation Critique à la Convention de Barcelone, lorsque cela est requis en cas d'urgence (article 12.1). Cette section contient également des informations sur l'expertise et les équipements disponibles dans le pays pour des opérations nationales.

■ **Information concernant l'État ayant à disposition des experts et des équipements.**

■ **ADRESSES ET DISPOSITIONS OPERATIONNELLES**

<b>À QUI LA DEMANDE DOIT ÊTRE ADRESSÉE (veuillez donner le nom du département et/ou la fonction de la personne à contacter, mais <b>pas le nom</b> de la personne en particulier)</b>	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	
<b>Conditions financières pour les services des experts</b>	
<b>Restrictions (visa, etc.) concernant les déplacements vers certains pays méditerranéens? Si oui, veuillez indiquer quels pays</b>	
<b>Conditions financières ou autres (transport, etc.) préalables à la mise à disposition à la partie requérante des équipements et des produits</b>	
<b>Lieu de stockage des équipements et produits et port ou aéroport le plus proche (ville/port, ville/aéroport)</b>	

**Si votre pays devait faire une demande d'assistance (expertise/équipements)**

Documents nécessaires pour l'accès des experts internationaux à votre territoire?	
En cas d'urgence, un visa est-il nécessaire ou peut-il être délivré à l'aéroport ?	
Quelle est la position de votre pays concernant les obligations de douanes pour les équipements envoyés pour assistance (dans les deux cas entrée et sortie) ?	
Correspondant en charge de procédure douanière (veuillez donner le nom du département et/ou la fonction de la personne à contacter, mais <b>pas le nom</b> de la personne en particulier)	
Dénomination complète de l'institution	
Département ou fonction	
Adresse (numéro, rue, ville)	
Téléphone	
Télécopie	
E-mail	
Heures de travail	

■ EXPERTISE DISPONIBLE (cochez les cases appropriées)

<b>A) ACTIVITES PREPARATOIRES</b>		Centre d'expertise et de formation (veuillez indiquer les coordonnées)
Cartes de sensibilité	<input type="checkbox"/> hydrocarbures <input type="checkbox"/> produits chimiques	
Evaluation des risques	<input type="checkbox"/> hydrocarbures <input type="checkbox"/> produits chimiques	
Planification d'urgence	<input type="checkbox"/> hydrocarbures <input type="checkbox"/> produits chimiques	
Formation de personnel	<input type="checkbox"/> hydrocarbures <input type="checkbox"/> produits chimiques	
<b>B) LUTTE CONTRE LES ACCIDENTS – ASPECT OPERATIONNEL</b>		Centre d'expertise et de formation (veuillez indiquer les coordonnées)
Lutte contre le feu	<input type="checkbox"/>	
Intervention en mer en cas de déversement d'hydrocarbures	<input type="checkbox"/>	
Lutte à terre en cas de déversement d'hydrocarbures	<input type="checkbox"/>	
Intervention en cas de déversement de SNPD	<input type="checkbox"/>	
Récupération de colis contenant des produits chimiques	<input type="checkbox"/>	
Surveillance Aérienne	<input type="checkbox"/>	
Images satellites	<input type="checkbox"/>	
Gestion globale de la lutte	<input type="checkbox"/>	
Décontamination du rivage	<input type="checkbox"/>	
Modélisation et prévision	<input type="checkbox"/>	
Répercussions sur la faune et les oiseaux	<input type="checkbox"/>	
Répercussions sur les pêcheries/cultures piscicoles	<input type="checkbox"/>	
Restauration des sites touchés	<input type="checkbox"/> hydrocarbures <input type="checkbox"/> produits chimiques	
<b>C) RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>		
Veuillez indiquer les activités de recherche et développement réalisées ou en cours dans le domaine de la préparation à la lutte et la lutte contre les pollutions marines.		
Sujet	Contacts	Description

■ RESSOURCES (cochez les cases appropriées et/ou indiquez la quantité correspondante)

A) EQUIPEMENTS POUR LE PERSONNEL						
	Disponible pour usage national			A la disposition des Parties Contractantes		
Vêtements de protection	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
Appareils respiratoires d'intervention	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
Matériel spécialisé de plongée sous-marine	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
B) PRODUITS (cochez si disponible)						
	Disponible pour usage national			A la disposition des Parties Contractantes		
Dispersants	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
Produits de bioremédiation	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
	Disponible pour usage national			A la disposition des Parties Contractantes		
	hydrocarbure	produits chimiques		hydrocarbure	produits chimiques	
Absorbants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Désémulsifiants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Produits de lavage (rochers)						
Autres produits chimiques						
C) EQUIPEMENTS						
	Disponible pour usage national			A la disposition des Parties Contractantes		
Navire anti-pollution	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Aéronefs de surveillance	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Aéronefs pour épandage de produits chimiques	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Pompes pour transfert de la cargaison (hydrocarbures)	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Pompes pour transfert de la cargaison: (produits chimiques)	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Tuyaux	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Générateurs de gaz inerte	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Barrage flottant: haute mer	<input type="checkbox"/>	Longueur (m)		<input type="checkbox"/>	Longueur (m)	
Barrage flottant :côtier	<input type="checkbox"/>	Longueur (m)		<input type="checkbox"/>	Longueur (m)	
Barrage flottant antifeu	<input type="checkbox"/>	Longueur (m)		<input type="checkbox"/>	Longueur (m)	
Barrage récupérateur	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Récupérateur	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Pompe	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Systèmes de pulvérisation installés sur navire	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Systèmes de pulvérisation portables	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Systèmes de pulvérisation pour hélicoptères	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Appareil de nettoyage des plages	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Appareil de nettoyage sous pression	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Système de nettoyage sous vide	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Réservoir flexible / transportable	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Sacs plastique / Bâches	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Système de repérage et de récupération sous-marins (polluant, colis)	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Systèmes de pompage sous-marins	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Sur-emballages de colis	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Appareils de mesure et pour échantillonnage	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Autres	<input type="checkbox"/>	Nombre		<input type="checkbox"/>	Nombre	
Les moyens ci-dessus mentionnés appartiennent-ils au gouvernement ou à une compagnie privée (veuillez spécifier le nom de la société)						

## SECTION 6 FORMATION ET SUIVI

### ■ ATELIERS, FORMATIONS ET EXERCICES ( AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES)

Veillez préciser la date, le lieu, le type d'activité, le nom des organisateurs de toute activité organisées dans le pays ou à laquelle un délégué de votre gouvernement a participé. Les activités doivent être en relation avec le domaine de la lutte et préparation à la lutte antipollution, comprenant les activités du REMPEC (Twinning project, activités financées par l'UE, etc...)

#### ✓ REUNION DES CORRESPONDANTS DU REMPEC

Année	Représentant	Ministère/Département/Division...

#### ✓ ACTIVITES REGIONALES

Type d'activité	Nom de l'activité	Participants

#### ✓ ACTIVITES NATIONALES

Nom de l'activité	Conclusions/Recommandations



## SECTION 7 PRIORITÉ DES BESOINS

### ■ BESOINS D'ASSISTANCE

Veillez indiquer l'ordre de priorité de vos besoins et compléter les cases correspondantes

Ordre de priorité		Spécifier
<b>■ SECTION 2</b>		
	Plan d'Urgence	<input type="checkbox"/> Développement <input type="checkbox"/> Mise à jour <input type="checkbox"/> Test
	Confinement et récupération	
	Utilisation des dispersants	
	Protection du littoral et nettoyage	
	Gestion des volontaires	
	Communication	
	Gestion des déchets	
	Dédommagement	
	Experts	
	Autre	
<b>■ SECTION 3</b>		
	Accords sous-régionaux	
	Ratification	
	Transposition	
<b>■ SECTION 4</b>		
	Analyse de risque	
	Carte de sensibilité	
<b>■ SECTION 5</b>		
	Formation	
	Atelier	
<b>■ AUTRE BESOIN</b>		



**ANNEXE 5**

**MODELE DE QUESTIONNAIRE DU MOIG POUR L'INDUSTRIE**

**(Anglais seulement)**





**Draft Proposal**

**Oil Spill  
Preparedness and Response**

**Self Assessment**

**COMPANY / ORGANIZATION CONTACT POINT**

<b>Company / Organization Name</b>	
<b>Department</b>	
<b>Head Office Address</b> (number, street, city)	
<b>Telephone</b>	
<b>Fax</b>	
<b>Email</b>	
<b>Working Hours</b>	

**TABLE OF CONTENTS**

**INTRODUCTION** .....4

**SELF ASSESSMENT QUESTIONNAIRE**

<b>Section 1</b>	<b>Oil Spill Contingency Plan</b> Contingency Plan Status.....5
<b>Section 2</b>	<b>Response and Protection</b> 2.1 At Sea Oil Spill Response .....6 2.2 Shoreline Response .....6 2.3 Response Options .....7 2.4 Dispersant .....7
<b>Section 3</b>	<b>Management</b> 2.5 Monitoring and Evaluation.....8 2.6 Response Team.....8 2.7 Waste.....8 4.1 Communications .....9 4.2 Finance .....9 4.3 External Support.....9
<b>Section 4</b>	<b>Preparedness</b> 4.4 Exposure..... 10 4.5 Marine Traffic..... 10 4.6 Offshore Support Vessels ..... 10 4.7 Foundation Data..... 11 4.8 Historical Spill Data ..... 11 4.9 Sensitive Areas..... 11 4.10 Training..... 11 4.11 Exercises and Drills ..... 12 4.12 Legal Framework..... 12

<b>Annex 1</b>	<b>Response Equipment</b>	
	Response and Recovery Equipment Data.....	13
<b>Annex 2</b>	<b>External Assistance</b>	
	A2.1 Assistance Request.....	14
	A2.2 Contacts (Emergency Protocol Management) .....	14
	A2.3 Contacts (External Support) .....	15
	A2.4 Level of Assistance Required.....	15
<b>Annex 3</b>	<b>Providing Assistance</b>	
	A3.1 Assistance Request.....	16
	A3.2 Contacts (Emergency Protocol Management) .....	16
	A3.3 Contacts (Support Provision).....	17
	A3.4 Rendering Assistance Required.....	17
<b>Annex 4</b>	<b>Enhancement Requirements</b>	
	Preparedness and Response .....	18
<b>Annex 5</b>	<b>Future Cooperation</b>	
	A5.1 Tiered Response .....	19
	A5.2 Support Organizations .....	19
	A5.3 Sharing Schemes .....	19
	A5.4 Maintaining Preparedness and Response .....	20
	A5.5 Finance and Management .....	20
	A5.6 Co-operation Government/Industry.....	21
	<b>GLOSSARY .....</b>	<b>22</b>
	<b>Article.6 OPRC 90 .....</b>	<b>23</b>

## **INTRODUCTION**

The history of oil spill preparedness and prevention efforts has shown that immediately after an incident there is increased interest and attention. However, this is shortly followed by declining resources as attention shifts to other problems. Authorities, companies and individuals responsible for the management of preparedness and response capabilities do hold a certain degree of accountability when there is a failure in preparedness through the actual response to incidents.

After the success that had the MOIG "Integration of Emergency Plans" Workshop we held in Malta during the 8<sup>th</sup> Focal Points Meeting, the main recommendation raised to continue the work of cooperation between REMPEC and MOIG to organize a joint Government-Industry Workshop on Preparedness and Response to marine pollution to exchange information on the status of Preparedness and Response in the Mediterranean Sea from a Government and Industry perspective.

In this field, MOIG has prepared the following Questionnaire to assess the situation in term of Contingency Planning, Management, Equipment and cooperation with Government. REMPEC has carried out a similar assessment for Governments.

The Main objective of these two assessments is to enable REMPEC and MOIG to converge industry and Government assessments to identify common future activities for a better regional cooperation and level of preparedness and response between all stakeholders in the Region.

The fact that oil and gas Industry through the MOIG are the main drivers in the formation of this self assessment clearly demonstrates a willingness to improve the preparedness and response options available to them throughout the Mediterranean region.

Industry both at the national and international level participates in regional initiatives at various levels with regards to environmental protection; furthermore Industry is conscious as regards image and public opinion.

The main focus of the self assessment has been that of regional capability, with the understanding that the regional capability is fully reliant on the national capability of countries throughout the region including the capability of petroleum and maritime sector.

The data received shall be centralized and used for future planning and incident response, therefore in this regard it is imperative that the data provided is as accurate as possible.

The following assessment is based on the requirements of the Barcelona Convention "Prevention and Emergency Protocol" and the International Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Co-operation, OPRC 1990 and its article 6..

Each participating company and/or organization shall complete sections 1 to 4 and the relevant annexes. The completed documents shall be sent to the MOIG for inclusion on the centralized database.



**SECTION 1 - OIL SPILL CONTINGENCY PLAN:**

OIL SPILL CONTINGENCY PLAN STATUS					
1.1	Do you have an Oil Spill Contingency Plan available	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to Question 1.6		Go to next Question	
1.2	Do you have a draft of an Oil Spill Contingency Plan	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to next Question		Go to Question 1.4	
1.3	What is the draft date				Go to Question 1.6
1.4	Do you have an Oil Spill Contingency Plan Under Preparation	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to next Question		Go to Section 2	
1.5	When is the Oil Spill Contingency Plan Expected				
1.6	Is the Oil Spill Contingency Plan based on a risk assessment	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to next Question		Go to Question 1.8	
1.7	What are the Spill scenarios the plan is based on :- (Please indicate the volumes in tons)	Operational Spill			
		Worst Case Spill			
1.8	Is the Oil Spill Oil Contingency Plan approved	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to next Question		Go to Question 1.10	
1.9	Details of Approval	Approved by			
		Approved Date			
1.10	Is the Oil Spill Oil Contingency Plan based on tiered response	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
1.11	Has the Oil Spill Contingency Plan ever been used	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
1.12	Details of Contingency Plan test	Last Test			
		Next Test			
1.13	Department / Person in Charge to maintain the Contingency Plan				
1.14	Dept / Person in Charge to implement the Contingency Plan				
1.15	What Area (s) is covered by the Plan (Please attach separate sheet if required)				
1.16	In terms of Capability Management what are the expected time frames of actual response utilizing the following resources - Days/Hrs	Local			
		National			
		International			
1.17	Does the Plan contain checklists? (Please specify)	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
1.18	Does the plan contain oil spill modeling information	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		Go to next Question		Go to section 2	
1.19	Is the model outcome addressed in the Contingency plan	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
1.20	What is the language of the plan (Arabic, English, etc)				

**SECTION 2 – RESPONSE AND PROTECTION:**

2.1 AT SEA OIL SPILL RESPONSE					
2.1.1	Do you have capability for at sea response	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 2.2.1</i>	
2.1.2	What is the capacity of at sea oil spill response	Tons			
2.1.3	How is the capacity determined	Skimmers			
		Storage			
		Oil Booms			
		Other			
2.1.4	Is the At Sea Capacity maintained all year round	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to Question 2.1.6</i>		<i>Go to next Question</i>	
2.1.5	What is the period that you maintain an offshore oil spill response capability	1 <sup>st</sup> Quarter	2 <sup>nd</sup> Quarter	3 <sup>rd</sup> Quarter	4 <sup>th</sup> Quarter
		<i>Other (Please Specify)</i>			
2.1.6	Do you have an Emergency Towing Vessels available	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 2.2.1</i>	
2.1.7	How many Emergency towing vessels are available	Number		Bollard Pull	

2.2 SHORELINE RESPONSE					
2.2.1	Do you have Capacity for shoreline protection operations	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 2.2.3</i>	
2.2.2	How is the shoreline protection capacity determined	Skimmers			
		Storage			
		Oil Booms			
		Other			
2.2.3	Do you have Capacity for shoreline response operations	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 2.3.1</i>	
2.2.4	How is the shoreline response capacity determined	Skimmers			
		Storage			
		Oil Booms			
		Other			

2.3 RESPONSE OPTIONS					
2.3.1	Do you have Capacity for chemical spill response (HNS)	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.2	Do you have Capacity for wildlife handling	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.3	Do you have Capacity to protect fisheries/fish farming	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.4	Do you have Capacity to protect water intakes	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.5	Do you have Pre determined response strategies	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.6	Is there Designated Sacrificial beaches	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

2.3.7	Do you have Capacity to protect sensitive areas	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.8	Is there Designated temporary staging areas	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.3.9	Do you have Command Posts (Fixed/Mobile)	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

2.4 DISPERSANT					
2.4.1	Do you consider the use of dispersant a response option	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.4.2	How much dispersant do you have	Tons		bbls	
2.4.3	What is the method of dispersant application	Ariel			
		Ship			
		Other			
2.4.4	Is the use of dispersant and dispersant type pre approved by authorities	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.4.5	Is the Dispersant response option based on a time factor for the various oil types	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.4.6	Is Further approval required when dispersant is used in a response	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
2.4.7	Do you have a dispersant management plan	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

**SECTION 3 – MANAGEMENT:**

<b>3.1 MONITORING AND EVALUATION:</b>		
What types of monitoring and evaluation equipment do you have available. <i>(Please Specify)</i>		
3.1.1	Naval Surveillance <i>(Support vessels, please indicate number and type)</i>	
3.1.2	Aerial (Helicopter, Fixed wing)	
3.1.3	Satellite	
3.1.4	Oil Spill Modeling	
3.1.5	Fingerprinting	

<b>3.2 RESPONSE TEAM:</b>					
3.2.1	Do you have a Emergency Response Team available	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.2	Do you have a Emergency Response Team Organization Chart	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.3	Do you have a Emergency Response Team Job Description	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.4	Do you have a Emergency Response Team roster	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.5	Do you have a Management Plan for external personnel including Casual labor	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.6	Do you have a System of Induction for Emergency Response Team members	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.2.7	Do you have a System of Evaluation for Emergency Response Team member	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

<b>3.3 WASTE</b>					
3.3.1	Do you have a Waste management plan for oily waste	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.3.2	Is your Waste management plan approved by authorities	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.3.3	Do you have an Waste storage facilities	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 3.2.7</i>	
3.3.4	Do you have Capacity for liquid storage	Tons		M <sup>3</sup>	
3.3.5	Do you have Capacity for solid storage	Tons		M <sup>3</sup>	
3.3.6	Do you have Waste treatment facilities	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.3.7	Is there a designated Waste Transportation system	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Question 3.3.1</i>	
3.3.8	What is the capacity for Waste transportation on land	Tons		M <sup>3</sup>	
3.3.9	What is the capacity for Waste transportation at Sea	Tons		M <sup>3</sup>	

<b>3.4 COMMUNICATION</b>					
3.4.1	Do you have a Communications plan	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.4.2	Does you have a plan for Public Relations	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.4.3	Does you have a plan for Media Relations	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.4.4	Is there a Common Language used in emergencies ( <i>Please specify, Arabic, English, French etc.</i> )	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

<b>3.5 FINANCE</b>					
3.5.1	Has Financial limits for decision makers been pre determined	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.5.2	Do you have a Claims and Compensation Mechanism	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.5.3	Is there a Finance Management Plan for Emergency Situations	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

<b>3.6 EXTERNAL SUPPORT: Regional / International</b>					
3.6.1	Do you have a policy for the use of International Experts	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.2	Are you a Member of any International oil spill response organization	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.3	Are you a Member of any regional oil spill response organization	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.4	Are all visa and entry restrictions in place (Emergency Protocols)	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.5	Are the relevant infrastructure details known and up to date, (Airports, Hotels, Ports, Roads, Rail, Security etc)	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.6	Are there any restrictions regarding bringing external equipment and or chemicals	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
3.6.7	Do you need authority approval to activate your national/regional or international response agreement	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>

**SECTION 4 – PREPAREDNESS:**

4.1 EXPOSURE					
Details Oil / Hydrocarbon					
		Type / Grade			Quantity
4.1.1	Production				
4.1.2	Consumption				
4.1.3	Export				
4.1.4	Import				
4.1.5	Offshore Production	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
4.1.6	Offshore Production Platforms / Units	Number			
4.1.7	Mobile offshore Drilling Rigs / Units	Number			
4.1.8	Floating Storage Units	Number			
4.1.9	Other offshore Units ( <i>Please specify</i> )	Number			

4.2 MARINE TRAFFIC (Ports, Terminals and Canal only)		
4.2.1	Number of Loaded oil tankers arriving / departing	
4.2.2	Average size and type of Oil Tankers (double/single hull)	
4.2.3	Number of Loaded chemical tankers arriving / departing	
4.2.4	Average size and type of Chemical Tankers (double/single hull)	
4.2.5	Number of Loaded vessels other than oil or chemical tankers arriving / departing	
4.2.6	Average size and type of vessels other than Oil or Chemical Tankers	

4.3 OFFSHORE SUPPORT VESSELS (Offshore Operators, and Offshore Support Service Companies only)							
4.3.1	Offshore Platform Supply Vessels	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>	Number	
4.3.2	Anchor Handling Tugs	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>	Number	
4.3.3	Diving Support Vessels	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>	Number	
4.3.4	Survey Vessels	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>	Number	
4.3.5	Other ( <i>Please Specify</i> )	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>	Number	

4.4 FOUNDATION DATA					
4.4.1	Do you Record all accidents <i>(even if no pollution)</i>	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
4.4.2	Do you record a near miss <i>(Possible accident)</i>	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
4.4.3	How many accidents has there been in the last 5 years				
4.4.4	How Many accidents have resulted in a spill in the last 5 years				
4.4.5	How many near miss situations have been recorded in the last 5 years				
4.4.6	How many near miss situations involved oil or chemical tankers in the last 5 years				

4.5 HISTORICAL SPILL DATA			
Please provide the date, location, type of pollutant and quantity of significant spills that have occurred at opr near any of your facilities, including the marine vessels serving any of your facilities.			
Date	Location	Type of Pollutant	Quantity

4.6 SENSITIVE AREAS				
Details	Yes	No	Specify / Attach Details	
4.6.1	Sensitive Maps Available	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.6.2	Sensitive Maps under preparation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.6.3	Coastline (KM) covered	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.6.4	Type of Coastline	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.6.5	Other Relevant Information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

4.7 TRAINING				
Training Course	Yes	No	Date Last Course	Please Specify the training course
4.7.1	First Responder	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.2	On Scene Commander	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.3	Decision Maker	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.4	Claims and Compensation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.5	Sensitivity Mapping	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.6	Contingency Planning	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7.7	Computer Modeling	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

4.7.8	Risk Assessment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.7.9	Other	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

#### 4.8 EXERCISES AND DRILLS

A drill is a test of a portion of the emergency response system (for example, a communication test, or a desktop exercise to test emergency procedures and emergency teams responsible for an area selected for that particular drill). An "exercise" typically tests many facets of the emergency response system and often involves close coordination between various stakeholders.

Preparedness tests		Yes	No	Date Last Test	Comments
4.8.1	Oil Spill Drills (Desktop)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.8.2	Oil Spill Drill (Communication)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.8.3	Oil Spill exercise (Deployment)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		

#### 4.9 LEGAL FRAMEWORK

Dependant on the nature of your business and the owners, managers or partners of the business, your company shall follow a certain legal framework, in order to ascertain the legal framework your company operates within please answer the following.

		Yes	No	Please Specify
4.9.1	Environmental Legislation followed for the management of Hydrocarbon / Chemicals.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.9.2	Competent Authority you are responsible to for the management of Hydrocarbon / Chemicals.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.9.3	Oil Spill Contingency Plan, National, Oil Sector, Regional or area.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	



**ANNEX 1 – RESPONSE EQUIPMENT**

A1	Do you have containment and recovery equipment available	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Go to next Question</i>		<i>Go to Annex 2</i>	
A2	Is the containment and recovery equipment available to others	Yes	<input type="checkbox"/>	No	<input type="checkbox"/>
		<i>Complete Colum 1</i>		<i>Complete Colum 1</i>	

Equipment Status		Colum 1			Colum 2		
No	Description	Available for Own use			Available to Others		
1	Emergency Response Vessel	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
2	Surveillance Aircraft	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
3	Ariel Dispersant Application	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
4	Cargo Transfer Pumps (Oil)	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
5	Hoses	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
6	Generators (Inert Gas)	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
7	Boom Offshore	<input type="checkbox"/>	Length (Meters)		<input type="checkbox"/>	Length (Meters)	
8	Boom Coastal	<input type="checkbox"/>	Length (Meters)		<input type="checkbox"/>	Length (Meters)	
9	Skimmer Barrier	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
10	Skimmer	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
11	Pumps	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
12	Vessel Mounted Spraying Systems	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
13	Portable Spraying System	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
14	Spraying Systems for Helicopters	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
15	Beach Cleaner	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
16	Pressure Washers	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
17	Vacuum Systems	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
18	Temporary Storage Tanks	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
19	Plastic Bags / Sheeting	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
20	Subsea location and Recover Device	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
21	Underwater Pumping systems	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
22	Meters and Samplers	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
23	Mobile Incident units	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	

24	Earth Moving equipment	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
25	Small Workboats	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
26	Trucks	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
27	Adsorbents rolls, pads and sheets	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	
28	Other	<input type="checkbox"/>	Quantity Number		<input type="checkbox"/>	Quantity Number	

**ANNEX 2 – REQUESTING EXTERNAL ASSISTANCE**

If your company / organization was to request assistance (Expertise and or Equipment)

<b>A2.1 ASSISTANCE REQUEST</b>				
A2.1.1	Are there any restrictions on the movement of equipment within the country, e.g. passes, permits, day and night travel?			
A2.1.2	Are there any restrictions on the movement of response teams, e.g. Passes, permits, day and night travel together with accommodation?			
A2.1.3	Documents required for the entry of international experts			
		<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Please Specify</b>
A2.1.4	Do you have protocols in place for the movement of equipment in country	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A2.1.5	Do you have protocols in place for the movement of response teams in country	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A2.1.6	Can a Visa be obtained at the Airport (International)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A2.1.7	Can equipment enter/exit free of customs duties (International)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A2.1.8	Is there restriction to enter / exit dispersant (International)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

<b>A2.2 CONTACTS (Emergency Protocol Management)</b>	
A2.2.1	Please state the department / position of the person responsible to ensure emergency protocols are followed in Emergency situations (Not the name of the Person)
<b>Full Name of the Company responsible</b>	
<b>Department or Position</b>	
<b>Address</b> (Number, Street, City)	
<b>Telephone (24 Hrs)</b>	
<b>Telefax</b>	
<b>E-Mail</b>	
<b>Working Hours</b>	

<b>A2.3 CONTACTS (External support)</b>	
A2.2.2	Please state the department / position of the person responsible to request external support for emergency situations. (Not the name of the Person)
<b>Full Name of the Company responsible</b>	
<b>Department or Position</b>	
<b>Address</b> (Number, Street, City)	
<b>Telephone (24 Hrs)</b>	
<b>Telefax</b>	
<b>E-Mail</b>	
<b>Working Hours</b>	

<b>A2.4 LEVEL OF ASSISTANCE REQUIRED</b>							
An emergency can unveil all sorts of issues and therefore it is difficult to determine what type of assistance would be required, However in order to determine the reliance on external support be it in country or international we need to ascertain your company / organizations expectations on what would be required. As an expectation when not met in times of crisis can further complicate the unfolding emergency. Please indicate the most likely type of assistance your company would expect when faced with an emergency situation.							
A2.3.1	Firefighting	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.2	Response to Oil Spills at Sea	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.3	Response to Oil Spills on shore	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.4	Response to Spills of HNS	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.5	Ariel Surveillance	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.6	Satellite Images	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.7	Emergency Management	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.8	Shoreline Clean up (Decontamination)	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.9	Modeling and Forecasting	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.10	Impact – Wildlife and Birds	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.11	Impact – Fisheries/Fish farms	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A2.3.12	Claims and Compensation (Advise and Council)	Technical	<input type="checkbox"/>	Operational	<input type="checkbox"/>	Legal	<input type="checkbox"/>
A2.3.13	Legal (Advise and Council)	Local	<input type="checkbox"/>	National	<input type="checkbox"/>	International	<input type="checkbox"/>

**ANNEX 3 – RENDERING ASSISTANCE**

If your company / organization was requested for assistance (Expertise / Equipment)

<b>A3.1 ASSISTANCE REQUEST</b>				
A3.1.1	Are there any restrictions on the movement of your equipment within the country, e.g. passes, permits, day and night travel?			
A3.1.2	Are there any restrictions on the movement of your response teams, e.g. Passes, permits, day and night travel?			
A3.1.3	Are there any financial or insurance restrictions on the use of your resources, (Equipment and Personnel)			
		<b>Yes</b>	<b>No</b>	<b>Please Specify</b>
A3.1.4	Are there Protocols in place for the movement of your equipment in country	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A3.1.5	Are there Protocols in place for the movement of your response teams in country	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A3.1.6	Can your equipment exit/enter free of customs duties (International)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
A3.1.7	Is there restriction to exit/enter dispersant (International)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>A3.2 CONTACTS (Emergency Protocol Management)</b>				
<b>A3.2.1</b>	Please state the department / position of the person responsible to ensure emergency protocols for the release of resources (equipment and Personnel) are followed in Emergency situations (Not the name of the Person)			
<b>Full Name of the Company responsible</b>				
<b>Department or Position</b>				
<b>Address</b> (Number, Street, City)				
<b>Telephone (24 Hrs)</b>				
<b>Telefax</b>				
<b>E-Mail</b>				
<b>Working Hours</b>				

<b>A3.3 CONTACTS - (Support Provision)</b>	
A3.2.2	Please state the department / position of the person responsible to release resources (equipment and personnel) in support of emergency situations. (Not the name of the Person)
<b>Full Name of the Company responsible</b>	
<b>Department or Position</b>	
<b>Address</b> (Number, Street, City)	
<b>Telephone (24 Hrs)</b>	
<b>Telefax</b>	
<b>E-Mail</b>	
<b>Working Hours</b>	

<b>A3.4 RENDERING ASSISTANCE</b>							
An emergency can unveil all sorts of issues and therefore it is difficult to determine what type of assistance would be required, However in order to determine what reliance can be put on your support be it in country or international we need to ascertain the type and level of support that could be provided.							
A3.3.1	Firefighting	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.2	Response to Oil Spills at Sea	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.3	Response to Oil Spills on shore	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.4	Response to Spills of HNS	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.5	Ariel Surveillance	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.6	Satellite Images	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.7	Emergency Management	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.8	Shoreline Clean up (Decontamination)	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.9	Modeling and Forecasting	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.10	Impact – Wildlife and Birds	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.11	Impact – Fisheries/Fish farms	Equipment	<input type="checkbox"/>	Personnel	<input type="checkbox"/>	Expertise	<input type="checkbox"/>
A3.3.12	Claims and Compensation (Advise and Council)	Technical	<input type="checkbox"/>	Operational	<input type="checkbox"/>	Legal	<input type="checkbox"/>
A3.3.13	Legal (Advise and Council)	Local	<input type="checkbox"/>	National	<input type="checkbox"/>	International	<input type="checkbox"/>

**ANNEX 4 - ASSISTANCE (prevention preparedness and response enhancement requirements)**

Please indicate the order of priority your company / organization places on the need for further improvement/enhancement (if required)

	Specific Needs		
	Priority	Description	Specify / Details
A4.1.1		Environmental Impact Assessment	
A4.1.2		Integrated Impact Assessment	
A4.1.3		Contingency Plan	
A4.1.4		Containment and Recovery	
A4.1.5		Type / approval and Use of Dispersants	
A4.1.6		Shoreline Protection and Cleanup	
A4.1.7		Volunteers management	
A4.1.8		Communication	
A4.1.9		Waste Management	
A4.1.10		Claims and Compensation	
A4.1.11		Experts	
A4.1.12		Legislation (National)	
A4.1.13		Legislation (International)	
A4.1.14		Regional Agreements	
A4.1.15		Sub regional Agreements	
A4.1.16		Risk Assessment	
A4.1.17		Sensitivity Mapping	
A4.1.18		Training	
A4.1.19		Workshop	
A4.1.20		HNS	
A4.1.21		Any other need	
A4.1.22		Sustainable Development	
A4.1.23		Other ( <i>Please specify</i> )	

**ANNEX 5 – FUTURE CO-OPERATION**

Emergency response is fully reliant on cooperation and in this regard we would value your input on the following

<b>A5.1 TIERED RESPONSE</b>							
A5.1.1	Tier 1 resources in Country (Local Resources)	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.1.2	Tier 2 resources in Country (National/Area Resources)	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.1.3	Tier 3 resources (International Resources)	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>

<b>A5.2 SUPPORT ORGANIZATIONS</b>							
A5.2.1	International oil companies support organizations	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.2.2	National Oil and Joint venture companies support organizations	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.2.3	Maritime sector support organization	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.2.4	National Support Organizations	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.2.5	Regional support organizations	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.2.6	International Support Organizations	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>

<b>A5.3 SHARING SCHEMES – TO CASCADE RESOURCES IN TIMES OF EMERGENCY</b>							
A5.3.1	International oil companies sharing scheme for resources in country	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.3.2	National Oil and Joint venture companies sharing scheme for resources in country	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.3.3	Maritime sector sharing scheme for resources in country	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.3.4	Regional sharing scheme to bring resources in country	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.3.5	International sharing scheme to bring resources in country	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>

<b>A5.4 MAINTAINING PREPAREDNESS AND RESPONSE</b>							
A5.4.1	Stakeholders participating in emergency planning	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.4.2	Local Drills ( <i>Other than your own facilities</i> )	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.4.3	Area / National Exercises to cascade and integrate resources	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.4.4	International Exercises to cascade and integrate resources	Adequate	<input type="checkbox"/>	Insufficient	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>



A5.5 FINANCE AND MANAGEMENT									
Maintaining an adequate level of preparedness and response is costly to any company / organization, Accident rates are decreasing, however inevitably they shall still occur, therefore there is a definite need to maintain a level of preparedness and response commiserate to the identified risk, one such way is sharing resources. In order to effectively ensure adequate resources there must be a budget available. Can you please indicate your company's views on the following?									
A5.5.1	Financial participation in an national response system.	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	Not at This Time	<input type="checkbox"/>	Own Resources are adequate	<input type="checkbox"/>
A5.5.2	Participate with regional oil spill response organizations	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	Not at This Time	<input type="checkbox"/>	Own Resources are adequate	<input type="checkbox"/>
A5.5.3	Participate with international oil spill response organizations	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	Not at This Time	<input type="checkbox"/>	Own Resources are adequate	<input type="checkbox"/>

A5.5 GOVERNMENT AND INDUSTRY COOPERATION							
A5.5.1	What level of communication/dialogue between Government and Oil Industry exists	High	<input type="checkbox"/>	Medium	<input type="checkbox"/>	absent	<input type="checkbox"/>
A5.5.2	Are Industry Oil Spill Contingency Plans in line with the National one	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.5.3	Are the Industry Emergency Plans co-ordinated with the National system established in accordance with art.6 of the OPRC and approved in accordance with procedures established by the Competent National Authority	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.5.4	Does Oil Companies communicate/exchange information regularly with other Oil Companies operating in the same Country	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.5.5	Is there any specific Agreement, Arrangement, Committee or Mechanism	High	<input type="checkbox"/>	Medium	<input type="checkbox"/>	absent	<input type="checkbox"/>
A5.5.6	Does Industry organize regularly joint exercise with other industry operating locally	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.5.7	Does Industry and Government organize joint exercise	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>
A5.5.8	If Government requires equipment or expertise would you be in a position to assist and under which condition	No	<input type="checkbox"/>	Yes	<input type="checkbox"/>	unknown	<input type="checkbox"/>

For further and detailed information to answer the Section A5.5 Question, please complete Hein after:

-----

-----

-----

-----

## GLOSSARY

At Sea Response	The ability to mount a response within the at sea area at estimated time frame. Pre planning and resources are critical in determining the at sea response capability.
Dispersant management plan	A plan designed for the full management of dispersant. Buying approved certified types, Stock control, Pre-Use approval, Use Approval, Use, resupply and recertification.
Mobilization	The time it takes to get the resources assembled and prepared at the staging site.
Near shore	Means the area extending seaward 12 nautical miles from the line of demarcation.
Oil	Means petroleum in any form including crude oil, fuel oil, sludge, oil refuse and refined products.
Offshore Unit	Means any fixed or floating offshore installation or structure engaged in gas or oil exploration, exploitation or production activities, or loading or unloading of oil.
Oil Boom	Boom that is used to collect and hold oil on the surface of the water for recovery by skimmers or similar collection devices.
Oil Pollution Incident	Means an occurrence or series of occurrences having the same origin, which results or may result in a discharge of oil and which poses or may pose a threat to the marine environment, or to the coastline or related interests of one or more States, and which requires emergency action or other immediate response.
Oil Spill Modeling	A computer software predicting the movement of oil and scale of impact on resources, utilizing real time and operator input data to provide a valuable planning tool for preparedness and a powerful response tool for decision support when used in combination with in-field surveillance.
Own Resources	Equipment and personnel dedicated primarily to oil spill response, cleanup, and spill containment. Such equipment and personnel are not utilized for any other activity that would affect the response capability.
Protective boom	Boom used for deflecting/diverting or otherwise influencing oil on the water surface away from sensitive environments, often but not always toward containment sites.
Sea Port	Means those facilities which present a risk of an oil pollution incident and includes, inter alia, sea ports, oil terminals, pipelines and other oil handling facilities.
Ship	Means a vessel of any type whatsoever operating in the marine environment and includes hydrofoil boats, air-cushion vehicles, submersibles, and floating craft of any type.
Shoreline Protection	The capability to protect a certain area of coastline from the impact of an oil spill. The actual area that can be protected shall be applicable to pre planning and the resources available.
Shoreline Response	The ability to mount a response from the shoreline, deploying resources from designated areas. The actual response ability shall be determined by pre planning, available resources and the type of shoreline.
Skimmers	Devices used to remove spilled oil from the surface of the water through means of mechanical suction, adhesion, absorption, adsorption, or some similar mechanism of action that allows separation and recovery of spilled oil from the water's surface.
Worst Case Discharge (WCD)	The largest foreseeable discharge. In the case of a tank vessel, a discharge, in adverse weather conditions, of a tank vessel's entire oil cargo

## **1.0 INTERNATIONAL CONVENTION ON OIL POLLUTION PREPAREDNESS, RESPONSE AND CO-OPERATION, 1990**

### **ARTICLE 6**

#### **NATIONAL AND REGIONAL SYSTEMS FOR PREPAREDNESS AND RESPONSE**

- 1.1 Each Party shall establish a national system for responding promptly and effectively to oil pollution incidents. This system shall include as a minimum:
- (a) The designation of:
    - (i) The competent national authority or authorities with responsibility for oil pollution preparedness and response;
    - (ii) The national operational contact point or points, which shall be responsible for the receipt and transmission of oil pollution reports as referred to in article 4; and
    - (iii) An authority which is entitled to act on behalf of the State to request assistance or to decide to render the assistance requested;
  - (b) A national contingency plan for preparedness and response which includes the organizational relationship of the various bodies involved, whether public or private, taking into account guidelines developed by the Organization.
- 1.2 In addition, each Party, within its capabilities either individually or through bilateral or multilateral co-operation and, as appropriate, in co-operation with the oil and shipping industries, port authorities and other relevant entities, shall establish:
- (a) A minimum level of pre-positioned oil spill combating equipment, commensurate with the risk involved, and programmes for its use;
  - (b) A programme of exercises for oil pollution response organizations and training of relevant personnel
  - (c) Detailed plans and communication capabilities for responding to an oil pollution incident. Such capabilities should be continuously available; and
  - (d) A mechanism or arrangement to co-ordinate the response to an oil pollution incident with, if appropriate, the capabilities to mobilize the necessary resources.
- 1.3 Each Party shall ensure that current information is provided to the Organization, directly or through the relevant regional organization or arrangements, concerning:
- (a) The location, telecommunication data and, if applicable, areas of responsibility of authorities and entities referred to in paragraph (1)(a);
  - (b) Information concerning pollution response equipment and expertise in disciplines related to oil pollution response and marine salvage which may be made available to other States, upon request; and its national contingency plan.



**ANNEXE 6**

**MODELE DE FORMULAIRE D'EVALUATION ABREGE DU MOIG**

**(Anglais seulement)**





Site Name:	
Operating Company:	
Site Address:	
Site Type:	

**1. Oil Spill Response Emergency contact:** Yes/No

- 24h Emergency Number: -----
- Contact Name: -----
- Email: -----

**2. Oil Spill Contingency Plan:** Yes/No

- Developed: -----
- Last update: -----

**3. Equipment available:**

- Tier 1 equipment available on site: Yes/No
- If yes specify: -----

- Tier 2 and Tier 3 arrangement in place: Yes/No
- If yes specify:-----

- Mutual aid agreement in place (industry/industry – industry/  
( government) Yes/No
- If yes specify: -----

**4. Trained personnel available for oil spill response:** Yes/No

- If yes specify:-----

**5. Oil Spill Exercise organised within last year:** Yes/No

- If yes specify: -----

**6. Kindly provide your view on possible improvement on oil spill preparedness and response and cooperation in the Mediterranean region.**

-----  
-----  
-----

**7. Previous oil spill experiences (Year, location, cause)**

-----  
-----  
-----





**ANNEXE 7**

**DISCOURS DE L'OMI**

**(Anglais seulement)**

It is a great pleasure to be here with you today and I bring with me the greetings and congratulations of International Maritime Organization. I am particularly pleased to see the mix of industry and government representatives since you are the key players for regional co-operation on preparedness and response to accidental marine pollution.

It is well recognized that the process of encouraging effective and sustainable preparedness and response action must be done in a co-operative manner with government and industry participating willingly. The foundation for this lies in the OPRC Convention whilst the catalyst for this process lies in the co-operation of the industry with the IMO and the ability to influence industry activity and governments respectively, both at a national and a regional level through what is known as the Global Initiative. Thus partnership among governments and industry is essential in arranging effective mechanisms for regional pollution preparedness and response. Such a partnership brings us back to the two notions underpinning the Global Initiative; regional outreach and working together.

You will in the next two days be breaking important ground focusing on industry/government cooperation within the context of regional co-operation in the Mediterranean. You would need to chart a way forward on the concrete measures to be taken, in the short, medium and long term to develop and put in place a sustainable mechanism for this cooperation [between industry and governments]. This you would need to do through very frank discussions on the most appropriate formula for a shared responsibility as you consider possibly new and innovative arrangements for this cooperation bearing in mind that this which will require the political will, drive and commitment, at all levels to ensure success in the long term.

Through these discussions you would provide an opportunity for working together and lay the foundations of a reinforced co-operative system between Government and Industry whereby pollution incidents can be efficiently dealt with in Mediterranean waters. In the true spirit of the Mediterranean I am sure that by the end of this week, you would have made inroads to this initiative so that the process that you would have initiated will continue for years to come in the pursuit of our common objectives and that you will also have an enjoyable stay in this historic city.

Ladies and Gentlemen welcome to this Workshop and thank you.